

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Mai 2017

S O M M A I R E

Délibérations.....Tome I page 001
Séance du 18 mai 2017

Décisions.....Tome I page 139
Séance du 18 mai 2017

Arrêtés Réglementaires.....Tome II page 277
Mai 2017

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 18 mai 2017**

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LJZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**Projet de création du Centre d'Art Montpellier Contemporain - Principe du mode
d'exploitation du Centre Culturel La Panacée par un Établissement Public de
Coopération Culturelle - Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Engagée depuis juin 2014 dans une opération de création d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel de Montcalm, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité intégrer ce projet dans une démarche ambitieuse, innovante et fédératrice, en associant à l'Hôtel de Montcalm deux des institutions culturelles d'art contemporain majeures du territoire : l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (EPCC ESBAMA) et le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée (Ville de Montpellier).

Novateur dans sa forme puisque construit sur une option multi-sites, Montpellier Contemporain (MoCo) deviendra ainsi la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Afin de développer les synergies les plus larges possibles entre les trois établissements qui composent le MoCo, et d'assurer par la même le renforcement de l'identité, de la complémentarité et du rayonnement de chaque lieu, la gestion du MoCo par un établissement public de coopération culturelle (EPCC) unique est apparue comme la plus pertinente.

Dispositif phare de la décentralisation culturelle, créé par la loi n°2002-6 du 04 janvier 2002, statut

obligatoire des écoles d'art françaises conformément aux accords de Bologne, l'EPCC est une structure juridique permettant de nouer un partenariat équilibré entre l'État et les collectivités territoriales, ou entre elles seules, pour la gestion d'équipements culturels. Il en existe désormais plus de 90 en France, ce qui souligne le succès de cette formule.

La création de l'EPCC MoCo, prévue pour juillet 2017, résultera d'une évolution statutaire de l'EPCC ESBAMA, par l'intégration de l'Hôtel de Montcalm et de La Panacée, sur laquelle le Conseil Municipal sera amené à se prononcer ultérieurement, dès lors que le Conseil d'Administration de l'EPCC ESBAMA aura délibéré sur ses nouveaux statuts.

Les personnels de la Ville de Montpellier concernés par cette mutation seront associés au projet tout au long du processus de création, par le biais de réunions de travail et/ou d'information.

Lors de sa séance du 26 avril 2017, le Comité Technique a rendu un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du mode d'exploitation du Centre Culturel la Panacée par un établissement public de coopération culturelle,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 59 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Théâtre Jean Vilar

Convention de partenariat avec le lycée Jules Guesde dans le cadre des parcours éducatifs d'éducation artistique et culturelle du citoyen

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar a pour mission de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson, une de ses dominantes étant son implication en matière artistique et culturelle.

Le lycée Jules Guesde intègre dans son projet d'établissement les thèmes de la tolérance et du vivre ensemble, notamment au travers de son atelier théâtre.

Ouvert à tous sans pré-requis de niveau, cet atelier contribue à faire émerger le potentiel de chacun et participe des objectifs d'ouverture et de socialisation.

Une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – théâtre Jean Vilar et le lycée Jules Guesde est ainsi proposée pour la période 2016-2019.

Au titre de ce partenariat est mis en place un atelier de pratique artistique, hors temps scolaire, d'une durée de 30 heures, mené par un artiste agréé par la DRAC.

Cet atelier se déroulera dans la salle des expositions du lycée Jules Guesde. Le plateau du théâtre Jean Vilar sera également mis à disposition du lycée, dans le cadre de la Cour des Arts – Rencontres scolaires des arts

de la scène à la Mosson, pour deux journées par an.

Le lycée prendra en charge la rémunération de l'artiste pour les 30 heures d'atelier (30x50 €, soit 1500 €), le théâtre Jean Vilar prendra en charge la rémunération de l'artiste dans le cadre de la Cour des Arts (15x50 € soit 750 €).

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville – théâtre Jean Vilar et le lycée Jules Guesde, jointe en annexe ;
- D'approuver l'avenant à cette convention, pour l'année scolaire 2016-2017 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention pluriannuelle
- avenant 2016 2017
- projet culturel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

CULTURE ET PATRIMOINE

Attribution de subventions aux associations culturelles

Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels et médias, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 105 associations figurant dans les tableaux ci-après pour un montant de 283 600 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
857	A LA BARAK ATELIER DE PHOTOGRAPHIE	Projet	1 500
2159	BOITE NOIRE UNITE DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	Fonctionnement	7 000
2747	ICONOSCOPE	Fonctionnement	7 000
5019	VASISTAS	Fonctionnement	7 000
5036	APERTO	Fonctionnement	7 000
5059	GALERIE AL/MA	Fonctionnement	7 000
5665	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement	1 900
6128	GALERIE ANNIE GABRIELLI	Fonctionnement	2 000
6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE	Fonctionnement	1 000
6454	BAR A PHOTO	Fonctionnement	500
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement	1 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Fonctionnement	3 000
4974	LANGUEDOC ROUSSILLON CINEMA	Projet	3 000
5971	BRAND A PART	Fonctionnement	800
	LIVRE		
6647	SUD BABOTE	Projet	800
6647	SUD BABOTE	Projet	1 400
	PATRIMOINE		
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	Projet	3 000
	PLURI DISCIPLINES		
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	4 000
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Projet	900
3671	CROUS - PASS'CULTURE	Projet	17 000
4520	LE GARAGE ELECTRIQUE	Fonctionnement	4 000
6135	L'ATELLINE	Projet	3 000
4191	ILLUSION ET MACADAM	Projet	3 300
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒUR DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement	1 800
148	CHŒUR DE L'ENCLOS	Fonctionnement	2 300
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement	4 300
151	CHŒUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER-MEDITERRANEE	Fonctionnement	2 500
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement	500

153	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	Projet	4 500
154	JAM-JAZZ ACTION	Fonctionnement	10 000
375	B.A. BACH	Fonctionnement	800
382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	Fonctionnement	1 200
412	INTENSITES	Fonctionnement	3 600
443	ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'OC ORCHESTRA	Fonctionnement	500
444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	Fonctionnement	500
465	CHŒUR LES CHOREGIENS	Fonctionnement	2 100
547	VOCALYS	Fonctionnement	500
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement	1 000
867	CELLANOVA.ORG	Projet	3 000
1274	UN ORGUE DANS LA VILLE	Fonctionnement	700
1461	COLLECTIF KOA	Projet	4 000
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	2 200
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement	1 200
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement	2 000
1986	CHORALE PROTESTANTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 300
2009	CORALEN	Fonctionnement	500
2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000
2137	CHORALE COR CANTO A CŒUR JOIE	Fonctionnement	500
3314	BLABLA PRODUCTIONS	Fonctionnement	2 000
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	1 300
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement	5 000
3944	ASSOCIATION DES CHŒURS DE MONTPELLIER	Projet	3 800
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000
4011	ATOUT CHŒUR	Fonctionnement	800
4630	CHŒUR D'Ô	Projet	800
4726	ENSEMBLE VOCAL L'ACCROCHE CHŒUR	Fonctionnement	800
4752	ASSOCIATION CONTINUUM	Projet	2 700
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement	6 400
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Projet	1 700
4778	ART ET CREATION CHORALE	Fonctionnement	1 200
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement	3 200
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement	2 700
4977	RANK'ART	Projet	1 000
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement	500
5156	ASSOCIATION TAF PRODUCTION	Fonctionnement	3 200
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement	1 700
5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement	1 700
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	Fonctionnement	500

5472	VOYELLES CHŒUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	Fonctionnement	500
5537	MOM'ART FACTORY	Fonctionnement	800
5847	MOT'SON	Fonctionnement	500
5861	ACORD PRODUCTION	Projet	3 000
6107	LES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	Fonctionnement	1 000
6185	LINGE ET SON	Projet	500
6410	JAZZ IN CLAP'COOP	Projet	1 000
6447	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	Projet	1 900
6140	CONTRASTE	Projet	500
SPECTACLE VIVANT / Théâtre			
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Fonctionnement	5 000
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Projet	4 500
1949	THEAVIDA	Projet	1 000
2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement	1 500
3005	SONORITE	Fonctionnement	4 000
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement	1 500
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement	1 000
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement	2 600
3617	COMPAGNIE POINT DU JOUR	Fonctionnement	3 000
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement	4 000
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement	2 000
4936	INTERSTICES	Fonctionnement	1 800
4941	AMADEE	Fonctionnement	800
4951	BRUITQUICOURT	Fonctionnement	4 500
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement	3 500
4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	4 500
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement	4 100
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	5 300
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement	8 200
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	Fonctionnement	1 500
5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIFS D'ARTISTES	Fonctionnement	1 000
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	1 500
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement	3 800
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	Fonctionnement	700
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement	4 500
5239	RHIZOME	Fonctionnement	2 000
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement	4 500
5513	COMPAGNIE LA VASTE	Fonctionnement	2 000

5804	ASSOCIATION CHAGALL SANS M	Fonctionnement	2 000
5814	LA RAFFINERIE	Fonctionnement	1 000
6181	MOTIFS D'EVASION	Fonctionnement	1 000
6651	LIBRE COURS	Projet	1 000
TOTAL			283 600

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 283 600 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjoint déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre d'engagement type
- convention projet type
- convention fonctionnement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clère HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Archives municipales

Approbation des modèles de contrat de don d'archives et contrat de numérisation et diffusion d'archives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le service des Archives municipales est régulièrement sollicité par des particuliers, des associations ou des entreprises qui souhaitent donner leurs archives à la Ville de Montpellier.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives (article 10), l'article L.1421-5 (al. 2) le code général des collectivités territoriales (article L.1421-5, alinéa. 2) ainsi que le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 reconnaissent pour tous les services d'archives publics la possibilité d'accueillir des archives privées. Celles-ci sont en effet des compléments historiques indispensables aux archives publiques.

Le donateur a toute liberté de fixer les conditions de consultation et de diffusion de ces archives. Ces clauses sont consignées afin de permettre au service d'archives qui les reçoit de s'assurer de leur applicabilité et de s'engager en connaissance de cause à les respecter.

Dans ce contexte, les Archives municipales souhaitent formaliser ces dons d'archives en proposant un contrat de don d'archives privées et un contrat d'autorisation de numérisation et de diffusion (publication, exposition, site internet)

Pour assurer la possibilité de conserver, reproduire, réutiliser et diffuser ces fonds avec toutes les garanties juridiques, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modèles de contrats encadrant le don d'archives privées ainsi que la numérisation et la diffusion de ces archives.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- **modèle contrat de don d'archives**
- **modèle contrat numérisation et diffusion**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Affaires économiques,
Commerce et Artisanat**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Cœur de Ville en Lumières 2017 - Mise en place du mécénat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des Illuminations présentes sur l'ensemble du territoire, souhaite à nouveau organiser un événement nocturne de projections sur différents sites de l'Ecusson.

Fort du succès des éditions 2014, 2015 et 2016, cet événement, aujourd'hui porté par la Ville de Montpellier, se diversifiera encore en 2017 et permettra, au-delà de la mise en valeur du patrimoine architectural du centre ville d'élargir le parcours à travers l'Ecusson pour les habitants et visiteurs.

« Le Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 30 novembre et 1^{er} et 2 décembre 2017, et une dizaine de sites seront mis en lumière par vidéo mapping ou structures lumineuses et autres performances visuelles.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

La Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault a été sollicitée cette année afin de donner son accord à l'éligibilité de la manifestation au dispositif du mécénat.

En effet, le « Cœur de Ville en Lumières » possède un caractère culturel et historique, faisant découvrir gratuitement les richesses architecturales de notre centre-ville en habillant les façades et dessinant un parcours toujours plus vaste à travers l'Ecusson.

La DDFIP a donc validé par courrier du 1^{er} mars valant rescrit, l'éligibilité de la manifestation au mécénat. Ainsi, les mécènes potentiels pourront bénéficier d'une réduction fiscale de 60% du montant de leur participation.

Dans le cas de propositions de mécénat, une convention devra être passée avec le partenaire, et un reçu fiscal pourra lui être remis après versement effectif.

Un projet de convention vous est proposé en annexe et les conventions avec chaque mécène seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider les termes de la convention de mécénat présentée en annexe,
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CVL - CONVENTION MECENAT 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Quartier Hôpitaux Facultés, Secteur Croix Lavit Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le secteur Croix Lavit est situé au nord-ouest de la ville de Montpellier dans le quartier Hôpitaux Facultés. Il s'étend au nord de l'avenue des Moulins, entre la route de Ganges et l'avenue Hemingway jusqu'à la limite communale avec Grabels.

Ce secteur périphérique se caractérise aujourd'hui par une urbanisation relativement hétérogène, marquée toutefois par la présence de nombreuses activités économiques tertiaires liées à sa vocation initiale (en partie la ZAC Euromédecine créée en 1968). Il accueille également des établissements de santé, d'enseignement supérieur, un équipement culturel avec le domaine d'O mais aussi des logements individuels et collectifs. Depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération (centre d'hémodialyse, clinique Aider ...). Face à ces évolutions, la Ville a favorisé la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal.

D'autre part, la position centrale dans le quartier d'opérations immobilières en cours de réalisation a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une

place au cœur du quartier (rue Galéra/rue Croix Lavit).

Aujourd'hui, le phénomène de mutation s'accroît, notamment la libération d'un terrain de près de 4 ha au cœur du secteur Croix Lavit. Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une véritable mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir du secteur Croix Lavit et accompagner sa reconversion urbaine.

La Ville de Montpellier a donc décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre circonscrit situé globalement entre la rue du Puech Villa, la rue Galéra et les ensembles existants le long de la rue saint Priest afin de définir ses perspectives d'évolution et proposer une programmation urbaine, adaptée à l'échelle du quartier, qui tienne compte du tissu existant et environnant. Ces orientations serviront de cadre pour accompagner de manière cohérente les mutations foncières en cours.

Compte tenu des caractéristiques des marchés du logement d'une part et des activités tertiaires d'autre part, la Ville souhaite s'orienter vers une programmation comprenant majoritairement des logements, mais les propositions devront également porter sur d'autres choix de programme permettant de garantir une certaine mixité urbaine.

Elle a identifié plusieurs enjeux et principes d'aménagement :

réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires,
répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie de la commune, dans le respect des principes de mixité sociale,
renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école,
améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager la continuité des déplacements doux (piétons et cycles),
intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier,
valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Il apparaît cependant que l'ambition d'aménagement affichée confrontée aux déséquilibres constatés présente une complexité importante pour calibrer l'intervention opérationnelle et financière de la Ville dans un contexte où la maîtrise foncière publique est cantonnée aux voies et espaces publics.

Dès lors, il est proposé d'avoir recours à une procédure de dialogue compétitif, conformément à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/7/2015 et des articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25/03/2016. Le dialogue compétitif vise à définir un concept urbain et des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères à partir desquels sera conçue puis mise en œuvre une opération d'aménagement, dans le cadre d'un marché avec l'équipe candidate choisie à l'issue du dialogue.

La procédure sera conduite au nom et pour le compte de la Ville par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) au titre de la convention de mandat d'études entrée en vigueur le 23 janvier 2017 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation environnementale à l'échelle du projet.

Au cours des différentes phases du dialogue, il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages et de plans à grande échelle. Dans ces conditions, il est proposé de verser une prime à chacun des candidats admis à participer au dialogue compétitif, en considération de l'importance de ces demandes.

Compte tenu de la complexité générale de cette opération, il est proposé de fixer cette prime à 20 000 € HT.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au projet de réaménagement urbain du secteur Croix Lavit, la prestation attendue dans le cadre d'un accord-cadre avec pour objet les missions et éléments de missions suivants :

afférents au projet urbain : Plan guide, définition des orientations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que du plan de masse du projet de réaménagement, schémas organiques, éléments nécessaires à l'élaboration du bilan financier de l'opération ;
afférents aux tranches opérationnelles particulières et d'ensemble ultérieures :
Phase opérationnelle préparant la réalisation de l'opération, cahier des recommandations urbanistiques,

architecturales, paysagères et environnementales, adaptation réglementaire du PLU, documents et assistance nécessaires à la concertation publique, tous autres dossiers administratifs et techniques rendus nécessaires par l'opération, mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

Sans préjuger des procédures opérationnelles mises en œuvre, ces missions pourront être confiées pour une ou plusieurs tranches opérationnelles.

Les marchés subséquents, ultérieurement passés sur le fondement du présent accord-cadre, pourront avoir pour objet tout ou partie des missions et éléments de mission susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

D'autoriser la SA3M, mandataire, à lancer une procédure de dialogue compétitif conformément à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/7/2015 et des articles 75 et 76 du décret n°2016-360 du 25/03/2016, portant sur la définition d'une programmation urbaine du secteur Croix Lavit,
De fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif,
De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 20 000 € HT,
De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'études Ville / SA3M entrée en vigueur le 23 janvier 2017,
D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire et à effectuer les formalités de publicité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Foncier - Désaffectation et déclassement du Domaine Public Communal Ancien poste de Police Municipale situé Boulevard de Figuerolles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'un bâtiment, anciennement un poste de police municipale situé à l'intersection de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue du Mas de Merle.

A ce jour, ce bâtiment d'une superficie d'environ 125 m² n'est plus utilisé ni par la Ville ni par ACM Habitat qui dispose sur ce bien d'une convention d'occupation précaire en cours de résiliation d'un commun accord.

Ce bien est situé en section cadastrale IY et non numéroté comme appartenant au domaine public communal du fait de son affectation antérieure au poste de police.

Il est proposé de constater, par la présente délibération, la désaffectation de ce bien et de procéder à son déclassement du domaine public communal.

Ce déclassement permettra de faire entrer le bien dans le domaine privé et de le numéroté au cadastre en vue, ultérieurement, de le céder à Montpellier Méditerranée Métropole pour démolition dans le cadre de ses compétences Espace public et OPAH – ANRU.

L'assiette du bâtiment actuel appartient au périmètre de l'opération de renouvellement urbain - PRU du

quartier Centre - objet de la convention territoriale de rénovation urbaine en date du 8 janvier 2007 financée par l'ANRU et en particulier à son avenant de clôture n°10.

Cet avenant prévoit la requalification des espaces publics, notamment les voies de desserte de certains îlots de la Cité Gely, dont la rue du Faubourg Figuerolles.

Cette cession devra faire l'objet d'une procédure spécifique et d'une délibération ultérieure, conformément à la réglementation en vigueur.

Le préalable à cette procédure est le constat de désaffectation du bien et son déclassement du domaine public municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la désaffectation du bâtiment de l'ancien poste de police municipale situé à l'intersection de la rue du Faubourg Figuerolles et de la rue du Mas de Merle en section IY,
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce bien et de l'incorporer au domaine privé de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- visuel ex poste de PM
- projet de division

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise à ce titre que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la Métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant par les communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il convient donc d'effectuer le transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens ayant fait l'objet de conventions de mises à disposition au profit de Montpellier-Agglomération.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnités, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'équipement culturel du Théâtre de Grammont, son terrain d'assiette ayant pu être récemment individualisé de l'ensemble du Domaine de

Grammont. Le calcul précis de la surface à céder et sa numérotation cadastrale définitive sont en cours par géomètre – expert.

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Date d'acquisition par la Commune
Théâtre de GRAMMONT	RL 3p	environ 5100 m ²	Acte du 31/12/1976 à Bouisson-Bertrand

Cet équipement avait fait l'objet d'une mise à disposition au profit de Montpellier Agglomération. L'inventaire comptable déclare une valeur historique pour ce bien de 5 732 951 € (numéro d'inventaire BAT 42142).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole le bien Théâtre de Grammont, cadastré RL3p ci-dessus ;
- De procéder à la rédaction de l'acte administratif de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la Commune et la Métropole ;
- De dire, qu'en cas de nécessité et par extraordinaire, du fait d'un obstacle imprévu d'ordre juridique ou de publication au service de la publicité foncière ultérieur, il sera fait appel aux services d'un office notarial ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la Mission Grand Cœur et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

<p>« STARTER CENTER », Gérant : M. Robin PUGIBET 7 boulevard Ledru Rollin</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés. 3 696,25 € de subvention travaux</p>	<p>Montant de la subvention : 1 848,13 €</p>
---	---

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux. Le solde de la subvention sera versé après conformité totale des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 1 848,13 € correspondant à la re-qualification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration devanture

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement
durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Ravalement obligatoire des façades

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire des façades régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal concernant Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

SDC 22 rue Durand Cabinet HUGON REDON (50 % de la subvention)	2 261,60 €
Total :	2 261,60 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2 261,60 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration ravalement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**CONVENTION
Entre la Ville de Montpellier
et l'Université de Montpellier**

Ouverture au public du Jardin des Plantes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Une convention permettant l'ouverture du Jardin des Plantes au public a été mis en œuvre depuis 2002, associant la Ville et l'Université de Montpellier. L'objectif de cette convention vise à offrir aux Montpelliérains, et à tout visiteur, un lieu de découvertes et de flânerie au travers du plus ancien jardin botanique de France.

Le Jardin des Plantes fait partie du patrimoine de l'Université et de la Faculté de Médecine de Montpellier. Il est protégé au titre des Sites et Monuments Historiques depuis 1992 et assure une triple vocation : botanique, historique et universitaire.

Par ailleurs, il représente pour la Ville de Montpellier un des sites touristiques les plus visités et constitue par là même un atout pour le centre-ville historique.

Afin de garantir l'ouverture de ce site remarquable au public, la Ville et l'Université souhaitent prolonger ce partenariat pour une nouvelle durée de 15 ans.

Cette convention propose en contrepartie de l'ouverture au public d'une partie du jardin, la prise en charge par la ville des modalités de surveillance du jardin des plantes et d'accueil pendant les périodes d'ouverture au public. Pour ce faire, une loge à l'entrée du jardin est mise à la disposition des agents municipaux dédiés à la surveillance et à la régulation du site.

Un règlement intérieur détermine les lieux et les modalités d'ouverture au public. Il précise les différentes dispositions pour préserver la vocation du site qui demeure un lieu de conservation et de recherche botanique. Il est annexé à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et l'Université de Montpellier précisant les obligations de chaque partie,
- D'approuver le règlement intérieur annexé,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention et le règlement intérieur ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et Règlement intérieur JDP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

L'ANIMAL EN VILLE

Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et les associations partenaires Les Pattounes du Cœur et L'Ecole du Chat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est confrontée, depuis de nombreuses années, à la multiplication de chats errants sur son territoire.

En cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune, il a été décidé d'optimiser les actions de stérilisations félines en implantant des abris pour chats libres dans plusieurs quartiers de la commune.

L'installation d'abris dans des endroits où la prolifération de chats a été identifiée, facilitent les interventions de stérilisation et offre aux chats un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques ou bien les maltraitances possibles.

Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code Rural, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, un partenariat a été engagé avec la Fondation 30 millions d'Amis pour le don d'abris à chats ainsi que pour la gestion de ces abris avec les associations locales de protection animale : Les Pattounes du Cœur et L'Ecole du Chat.

A ce jour, la Fondation 30 millions d'Amis ne disposant pas de bénévole au niveau local pour participer à la gestion des abris, une nouvelle convention est proposée avec uniquement l'intervention des associations « Les Pattounes du Cœur » et « L'Ecole du Chat ».

Toutefois ce partenariat pourra être, étendu à d'autres associations de protection animale, sous réserve de la signature d'une convention à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre les associations Les Pattounes du Cœur, L'École du Chat et la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

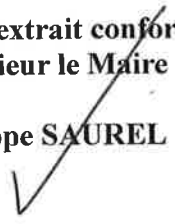
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Démocratie participative et
Maisons pour tous**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires

de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3960 €

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : Comité de quartier Rocambole ouest 110€

MPT CHOPIN : Cie Cantusanti 550€, France bénévolat 55€

MPT COLUCCI : Montpellier méditerranée métropole Taekwondo 385€

MPT CURIE : Odette Louise 110€, Club de pétanque de Celleneuve 495€

MPT GUILLERME : Comité de quartier St Clément 110€

MPT PAGNOL : Halte pouce 220€, Folikili 110€

MPT SAND : Los Cumbiamberos del Sur 440€

MPT VILLON : Montpellier Scrabble 220€

MPT LAGRANGE : Contraste 440€, Mots'son 220€, Six sens 220€

MPT ESCOUTAIRE : Mion association 55€, Axents 55€, Jasmin d'orient 55€

Maison de la Démocratie : France Alzheimer 55€, UFC que choisir 55€

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 165€

L'association concernée est :

MPT COLUCCI : Croix rouge Française de Montpellier 165€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- **tableau ponctuel**
- **tableau annuel**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**Le projet Educatif de Territoire
Avenant 2016 / 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Projet Educatif de Territoire (PEdT) a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 – du conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017.

Nous rappelons que la Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

L'évaluation d'une deuxième année de mise en œuvre, réalisée auprès des partenaires éducatifs à l'occasion des comités de pilotage par quartier, nous a conduits à proposer aux trois institutions partenaires un avenant 2016/2017 au projet initial pour en améliorer la pertinence. Les évolutions proposées dans cet avenant ont été adoptées par le Conseil Municipal du jeudi 15 décembre 2016, délibération n° 2016/480.

Conformément à la convention PEdT qui précise dans son article 6 que « *Toute modification du PEdT doit faire l'objet d'un avenant présenté et examiné par les différents signataires* », l'avenant 2016/2017 au PEdT a été remis aux services du Préfet, de la DSDEN et la CAF de l'Hérault.

Suite à l'examen par les différents signataires, il est demandé à la Ville de Montpellier de modifier et de compléter le paragraphe 4.6 relatif à la mise en œuvre de l'accompagnement éducatif.

Conformément à son engagement, l'Education Nationale prendra en charge 25% des élèves inscrits de 16h à 17h30 sur l'année 2016/2017 dans les écoles relevant de l'Education Prioritaire. La Ville aura la responsabilité des élèves restants. La carte de l'Education Prioritaire n'ayant pas évolué cette année, ce sont 18 écoles élémentaires qui sont concernées par l'accompagnement éducatif (plus 2 qui sortent du dispositif et maintiennent transitoirement).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De modifier l'avenant 2016/2017 au PEdT conformément à l'examen des signataires,
- De transmettre au Préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault l'avenant 2016/2017 au PEdT modifié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant PEdT MTP 2016-2017 (4)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique support du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme centralisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 11 janvier 2017 (délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2016).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière d'un montant de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du Conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2017, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de

Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-Caisse

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Convention de Partenariat Parution du recueil de nouvelles

Mystères de Montpellier, Tome 8 et partenariat avec La Comédie du Livre 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'édition 2017 *Les Mystères de Montpellier*, Réseau CANOPE, dont les missions sont définies dans le **Décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014**, et la Ville de Montpellier conviennent d'un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre » organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale.

Ce partenariat est défini dans une convention qui fixe les obligations des parties.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4.500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;

- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier (2.200 exemplaires) et aux enseignants de ces écoles 400 exemplaires).

Ceci représentant un apport financier de 10 000 € pour la ville sur un budget total de 15 607 €.

Compte-tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération et de la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la ville, Montpellier-Méditerranée-Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE.
- De prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au chapitre 922 du budget de la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention pour DCM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Convention avec la CAF pour l'accès à l'espace sécurisé ' Mon compte partenaire '

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis en place une tarification adaptée pour les services rendus aux familles. Ainsi, les tarifs des accueils des jeunes enfants, de la restauration scolaire ou des Accueils de Loisirs sans Hébergements (ALSH) sont calculés de façon personnalisée grâce à un taux d'effort directement appliqué aux revenus de la famille.

Pour effectuer ce calcul, les services municipaux ont besoin d'accéder aux données relatives aux ressources des familles enregistrées par la Caisse d'Allocations Familiales.

La CAF a informé la Ville que le service « CAF PRO » qui permet jusqu'à maintenant l'accès à ces informations serait remplacé à partir du 30 Juin 2017 par un nouveau service d'accès à l'espace sécurisé « Mon compte partenaire – Cdap » (consultation des données allocataires par les partenaires).

Afin de permettre aux services de la Ville de continuer à bénéficier de ces prestations il est nécessaire d'approuver la nouvelle convention relative à ce nouveau service.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention ci jointe qui précise les conditions d'accès au nouveau service « Mon compte partenaire –Cdap »
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 21340172201787 _ConventionAccesCDAP
- 21340172201787 _ContratServiceCDAP
- 21340172201787 _BulletinAdhesionCDAP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles
Occitanie (D.R.A.C.) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et
Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2017)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2017, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2016 de la Ville pour un montant global de 59 520 € (dont 33 472€ Ville, 6 048€ DA, 20 000€ DRAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie pour l'exercice 2017, pour un montant de 20 000€,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**Attribution de subventions - Temps d'activités périscolaires et parcours de loisirs
coordonné - Année scolaire 2017-2018**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier organise des Temps d'Activités Périscolaires dans les 123 écoles maternelles et élémentaires de la ville, les jours de classe (lundis, mardis, jeudis et vendredis) de 16h à 17h30.

Parallèlement, elle tend à développer des activités pendant le temps de la restauration scolaire, dans une logique de continuité éducative.

Afin de proposer aux enfants des activités périscolaires variées et complémentaires de celles mises en place par les animateurs municipaux, la ville a sollicité par un appel à projets les associations qui souhaitent mettre en place des activités thématiques pendant les temps périscolaires ou qui souhaitent proposer un parcours de loisirs coordonné incluant des activités pendant les temps de la restauration scolaire et pendant les temps d'activités périscolaires TAP.

Ces projets d'activités ont vocation à :

- Offrir au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires diversifiées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.

- Favoriser la découverte par les enfants des écoles de nouvelles activités sportives, culturelles, scientifiques ou ludiques.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives et en tenant compte de leur cohérence avec les projets pédagogiques périscolaires des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini dans les tableaux ci-dessous :

1/ PROJETS D'ACTIVITES THEMATIQUES PENDANT LES TAP :

Code	Nom du projet	Nom de l'association	Montant
3932	Jeux de société et club informatique	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	16000
5842	Education à la culture numérique	ADN citoyen	3500
2432	Atelier des arts du spectacle	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	7400
1261	TAP Ecole Bazille	APIEU Territoires de Montpellier	2700
1261	TAP B. Pascal	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP J. Daubié	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP B. Morisot	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Chengdu	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Painlevé	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Simenon	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
1261	TAP Petit Bard	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU	2700
6126	TAP 2017-2018	Aquarius Théâtre	15500
1187	Initiation à la pratique du football	Arceaux Montpellier	3000
6525	Atelier Clown	Art et transformation	2300
5966	Atelier de théâtre éducation	Arthur Théâtre	11500
1230	L'ASBAM, initiation, découverte	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier Omnisports ASBAM	2800
914	Initiation ludique au volley	Association Sports et Loisirs Jeunes ASLJ Croix d'Argent	16000
3381	De l'environnement dans mon école	Association Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement Durable DIFED	2500
6497	L'eau d'ici et d'ailleurs	association eau pour la vie AEV	7150

5911	Mieux vivre ensemble	Association Fabrique de l'Autonomie et de la Responsabilité Citoyenne F.A.R.C.	8750
5499	Atelier théâtre	Compagnie la Hurlante	2500
5125	Mosaïque et livres illustrés	Association les mains enchantées	6500
6007	Danse contemporaine et expression libre	association Mouvement Art Total	8000
5722	Défis olympiques	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	13000
5722	Histoires magiques	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
5722	Handdifférent	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
5722	recycl'art	Association Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs PEPS	7000
1949	Arts visuels d'Amérique latine Latin'arte	Association ThéâViDa	5200
5971	Le ciné gouter	Brand à part	2500
575	Atelier échecs Initiation et perfectionnement	Calandreta dau Clapas	8800
3845	Ateliers cirque aux Hauts de Massane	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	2000
3845	Ateliers cirque Figuerolles Gambetta	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	6000
4955	Découverte musicale autour des musiques du monde	Centre Culturel International Musiques sans Frontières	4000
6589	Chasse au trésor	CATOC	7900
4517	Les écoles du Handisport Langevin	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Hôpitaux Facultés	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Centre	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
4517	Les écoles de Handisport Mosson	Comité Départemental Handisport Hérault	2000
5122	Atelier de pratique théâtrale	compagnie Alegria Kryptonite	4000
5824	Danser Ensemble	Compagnie La Maison	8200
5657	Musique et danse	Compagnie l'Enjambée	5900
5554	Projet théâtre	Compagnie Théâtre du Sud	4900
6156	Atelier de Biodanza	Corps en devenir	2100
2049	Fêtes d'ici et d'ailleurs	CPCV Sud Est	4300
2049	Comédie musicale et découverte de l'anglais	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux du monde et traditionnels	CPCV Sud Est	4300

2049	Médialab	CPCV Sud Est	4300
2049	Et toi t'écoutes quoi ?	CPCV Sud Est	4300
2049	Nouveaux jeu sportifs	CPCV Sud Est	4300
2049	Nos amis les bêtes	CPCV Sud Est	4300
2049	Nature et copains	CPCV Sud Est	4300
2049	Vis ma ville	CPCV Sud Est	4300
2049	Sur les ondes	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux de société	CPCV Sud Est	4300
2049	jeux de construction	CPCV Sud Est	4300
2049	Il était une fois	CPCV Sud Est	4300
2049	Jeux coopératifs	CPCV Sud Est	4300
2049	citoyen de demain, tous semblables, tous différents	CPCV Sud Est	4300
372	Rendre les enfants acteurs de leur environnement	Développement solidaire et durable	26000
406	Activité éducatives périscolaires	Echecs club Montpellier	12000
5664	Poésie écrite et orale	ELVIRE	2500
5665	TAP Arts plastiques	En traits libres	4800
2149	Définition réalisation d'activités éducatives périscolaires	Eveil en mouvement	45000
6160	La métamorphose	FERNANDA	2500
1083	Ateliers théâtre	FNCTA CD 34	13500
71	Des mots et des couleurs	I.Projet – Echanges Internationaux Culture Citoyenneté IPEICC	2750
71	Citoyens juniors	I.Projet – Echanges Internationaux Culture Citoyenneté IPEICC	2750
409	La ludothèque à l'école en TAP	Jouons en ludothèque	14000
1201	Activités culturelles à l'école Sévigné	La boutique d'écriture & Co	3000
5045	Théâtre pour tous Prés d'Arènes	La compagnie Maritime La Pilotine	10000
474	Des loisirs dans les TAP pour tous	La Gerbe	19000
5898	Créativité et arts plastiques	La Petite Fabrique	10000
4472	Théâtre et spectacle vivant	La vista	4500
6350	Découverte des abeilles pollinisatrices	L'abeille en jeux	3000

3064	Ecrire et s'écrire	Lâche les Mots	4500
6351	Sous l'arbre à palabres	LAFI BALA	2100
5947	Musique et chant	Le jardin des notes	7000
4388	L'art dans tous ses états	Le Passe Muraille	5000
4388	Découverte des différentes facettes du patrimoine	Le Passe Muraille	5000
4388	Jeux du monde	Le Passe Muraille	5000
4388	Jardin pédagogique	Le Passe Muraille	5000
4388	club nature	Le Passe Muraille	5000
467	Parcours éducatif Condorcet	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	7300
467	Parcours éducatif JJ Rousseau	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
467	Parcours éducatif Louis Pasteur	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
467	Parcours éducatif Lamartine	Le Relais – Maison des Enfants dans la Ville	14800
1531	L'ora del conte	Lectura e oc	3900
5844	Education par le jeu	Les Dés Calés : club associatif ludo-environnemental	16000
5988	Images : découverte, initiation, jeux et fabrication	Les Films de la criée	7900
25	activités éducatives périscolaires	Les petits débrouillards	42000
6544	TAP'Alim	Ligue nationale contre l'obésité	10300
6155	Le jeu de société dans tous ses états	L'ouvre boites	7700
233	Santé vous mêmes	Ma Vie	5400
3230	Sensibilisation en architecture	Maison Architecture Languedoc Roussillon	8700
5537	Découverte du cinéma	Mom'Art Factory	5000
5537	Atelier conte théâtralisé	Mom'Art Factory	5000
5537	Atelier d'arts plastiques	Mom'Art Factory	10000
5537	Initiation au théâtre	Mom'Art Factory	2500
3808	Découverte sportive en mixité Cévennes croix d'Argent	Montpellier culture sport adapté	6000
3808	Découverte sportive en mixité Hôpitaux Fac	Montpellier culture sport adapté	3500
4556	Tout devient plus simple quand on rame ensemble	Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak	4000

128	Initiation Handball	Montpellier Handball	4500
1225	Futsal	Montpellier Méditerranée Futsal	7900
5854	Les Hauts de Massane à l'école du sport	Montpellier Mosson Omnisports	19900
1541	Découverte du tennis de table	Montpellier Tennis de Table	6000
6547	Radio TV école, apprends à t'exprimer !	NEWOL ENTERTAINMENT	6000
1783	Théâtre Patrimoine Citoyenneté	OCTOPUS EXPRESSION	12950
38	La radio, outil de réflexion et d'expression	Radio Aviva	9000
29	Des sons animés	Montpellier Contacts - Radio clapas	4950
6322	Activité flamenco	Sonikete Flamenco	3600
2811	A la découverte des jeux	Strata'j'm sud	14300
6444	Atelier de lecture et d'écriture	Syllabe	5000
	Activité autour de la mosaïque	association Eclats	4400
	Atelier de comédie musicale	Association Galatée	2000
	Atelier Art et création	Association Haz'Art	5250
	Yoga pendant les TAP	Association Yogui Yoga	7200
4399	Mouvement voix Rythme	Calor Danse	3200
6539	Contes et musiques de la Méditerranée	Compagnie Cantuscanti	4500
6675	Découverte du mime	Compagnie Platform88	2500
6708	Art animé	Ichnos La Trace	4500
6707	La petite Académie	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	22400
6707	Shakespeare Juniors	Association des Amis des Instituts Weil et Bernanos	22400
6694	Alimentation, activité physique et prévention santé	Réseau Le poids du partage	4400
	TAP Montpellier Hôpitaux Facultés	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Beaux Arts Boutonnet	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Port Marianne	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
	TAP Montpellier Centre	FFKDA Ligue LR de Karaté et disciplines associées	2000
5792	Jeux d'opposition	Montpellier Judo Olympic	7500
5847	Mot'son Kids	Mot'son	3200

	Théâtre avec Léa Egalité et Léo Respect	ZONTA Club Montferrier Olympe de Gouges	2700
6623	Animation Origami et marionnettes	Association Animation Création Culture Origami	4000
	Cafés philo	MOHO	2700
		Total subventions attribuées	911 450

Le subventionnement de ces 132 projets permettra aux associations d'organiser 16 150 groupes d'activités dans les écoles, ce qui représente une moyenne de 112 séances d'activités chaque jour.

2/ PROJETS DE PARCOURS DE LOISIRS COORDONNES

Dans le cadre de l'appel à projets certaines associations ont présenté des projets de « parcours de loisirs coordonné » comprenant à la fois des activités pendant les temps de la restauration scolaire et pendant les TAP, ce qui permet d'améliorer la continuité éducative offerte aux enfants.

Pendant la pause méridienne, les intervenants associatifs participent au temps de la restauration scolaire dans sa globalité et à proposent aux enfants des activités ludiques et éducatives. Les projets présentés concernent aussi bien le temps du repas (éducation au goût, respect des règles...) que les moments de détente avant et après le repas.

Code	Nom du projet	Nom de l'association	MONTANT
432	TAP et temps méridiens	AD PEP 34	311 600
789	Parcours coordonné de loisirs périscolaires	CD UFOLEP 34	246 000
1469	Animathèque	Les Francas de l'Herault	269 900
4144	Loisirs périscolaires	MUC Vacances	944 000
4586	Activités éducatives en temps périscolaires	Vacances Evasion	372 000
		Total subventions attribuées	2 143 500

Le subventionnement de ces six projets permettra de réaliser 13 824 séances d'activités pendant le temps de la restauration scolaire, soit en moyenne 96 interventions par jour, et 23 472 séances d'activité pendant les TAP, soit en moyenne 163 interventions par jour.

L'ensemble de ces projets, qu'ils concernent les TAP ou les parcours de loisirs coordonnés, seront mis en place pendant l'année scolaire 2017 -2018.

Les modalités de paiement des subventions correspondantes sont détaillées dans la convention d'attribution de subvention pour des projets périscolaires dans le modèle est annexé à la présente délibération :

- Un premier versement égal à 70% de la subvention totale est versé à chaque association avant le début de l'action, dès réception de la convention signée.

- Le solde de la subvention, soit 30% du montant voté, est versé après la fin de l'action si celle-ci a été intégralement exécutée. Le bilan de l'action est établi sur la base du rapport d'activité présenté par l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le modèle de convention d'attribution de subvention pour des projets périscolaires
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- **Convention PEDT 2017**
- **Fiche bilan projet TAP**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

**Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs- Autorisation de signer les conventions d'occupation -
Approbation des subventions en nature.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en

Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf.article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant.

ASSOCIATIONS	ADRESSE ASSOCIATIONS	ECOLE MISE A DISPOSITION	Montant de la Subvention en nature
VACANCESEVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	DE GAULLE/ JAURES	18130
VACANCESEVASION	394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER	GOETHE/ LANGEMIN	29760
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	KIPLING/ BEAUDELAIRE	19725
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	PAGNOL/ VOLTAIRE	23600
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	BEETHOVEN	15780
UFOLEP	66, Esplanade de l'Egalite 34080 MONTPELLIER	OLYMPEDÉ GOUGES	19725
LESFRANCASDE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliées résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER	CALLAS/ SUN YAT SEN	13340

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe_convention_locaux_ALSH

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

FITDAYS 2017 MGEN

**Etape du 2 juin 2017 au Parc Montcalm et finale avec triathlon XS le 12 juillet
2017 sur l'Avenue du Pirée
Conventions d'occupation du domaine public**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, de prévention santé et de réussite éducative, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sur son territoire.

A ce titre, la Ville est sollicitée afin d'accueillir deux manifestations du Fitdays MGEN 2017, dans le cadre du Fitdays kids à savoir, une étape le mercredi 2 juin 2017 au Parc Montcalm d'une part, et la finale le mercredi 12 juillet 2017 le matin sur l'avenue du Pirée, et un triathlon XS l'après-midi réservé aux adultes, d'autre part.

Le Fitdays MGEN est un évènement de prévention santé via le sport en direction des enfants des Ecoles Primaires, qui s'appuie sur l'activité Triathlon portée par l'Association TIGRE.

Le Fitdays Kids permet d'apprendre « à mieux manger pour mieux bouger ».

La MGEN, à travers le Fitday MGEN, Tour de France de Triathlon à étapes, assure la promotion de l'évènement et garantit à la Ville un droit d'image, et l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires avec l'évènement.

Lors de l'étape montpelliéraine, 24 enfants seront sélectionnés par tirage au sort pour les finales régionales, le 10 juillet à Canet-en-Roussillon.

Lors des finales régionales, les enfants effectueront un triathlon sur des distances adaptées à l'âge de chacun. Un classement par année de naissance et sexe est annoncé, et le meilleur enfant de chaque année d'âge et sexe est sélectionné pour participer à la grande finale nationale le 12 juillet 2017 à Montpellier.

L'« Association TIGRE » anime l'atelier Triathlon, et propose lors de la finale à Montpellier, un triathlon XS, réservé aux adultes sur 375 m de natation dans le bassin du Lez, 10,4 km en 4 boucles et 2,9 km de course à pied sur 2 boucles.

Ces manifestations nécessitent la signature entre la Ville, la MGEN et l'Association TIGRE, de conventions annexées à la présente délibération.

Celles-ci préciseront notamment, les conditions de la mise à disposition à titre gratuit du domaine public de la Ville, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente ces évènements.

Ces autorisations à titre gratuit constituent des subventions en nature dont les montants sont valorisés conformément à la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation du 2 juin sur le Parc Montcalm : $2\,000\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 340\text{ €}$
- Manifestation du 12 juillet sur l'avenue du Pirée : $5\,950\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 1\,011,50\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 1 351,50 €.

Celle-ci vient compléter la subvention de 4 200 € pour l'étape du 2 juin 2017 attribuée lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 et la subvention de 5 000 € pour la finale lors du Conseil Municipal du 30 mars 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2017 du Fitdays MGEN dans le parc Montcalm et l'avenue du Pirée ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 1 351.50 € ;

- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FITDAYS 2 juin 2017.pdf

- Convention Fitdays 12 juillet 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acle Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

**URBAN TRAIL NOCTURNE DE MONTPELLIER
le samedi 6 mai 2017
Convention d'occupation du domaine public**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale.

Le Montpellier Agglomération Triathlon a organisé la 3^{ème} édition de l'Urban Trail Nocturne de Montpellier le samedi 6 mai 2017.

Le trail urbain se présente sur un parcours entièrement en zone urbaine, sans pour autant emprunter uniquement des passages bitumés ou bétonnés. Les difficultés de cette course peuvent ainsi être des zones d'escaliers à dévaler ou à grimper, des passages à enjamber.

Cette année, un programme plus complet a été proposé avec des courses Kids à destination des plus jeunes sur des parcours allant de 500 mètres à 2 kilomètres dans le jardin du Peyrou, un 7 km en solo, un 15 km en solo, duo ou relais, une course solidaire pour les personnes en situation de handicap en partenariat avec l'association Envol.

Enfin, un challenge étudiant, entreprise a été organisé pour la promotion des entreprises montpelliéraines et ainsi qu'un challenge des Garçons de Café.

Plus accessible que le trail, le trail urbain nocturne de Montpellier n'a demandé qu'une paire de running et une lampe frontale.

Enfin, dans une démarche de développement durable, l'urban trail de Montpellier a pris le label éco-trail en mettant en place une éco-manifestation en partenariat avec la Ville. Pour ce faire, un cahier des charges a repris notamment, les engagements de travailler avec les filières alimentaires courtes et bio, d'utiliser le réseau d'eau public pour les ravitaillements, de trier et de réduire les déchets, de privilégier les supports numériques...

Les participants ont ainsi pu accéder à la traversée de lieux emblématiques de la Ville tels que la Tour de la Babote, la place de la Comédie, les Echelles de la Ville, les escaliers du Corum, la Cathédrale et la rue de l'Université, ainsi que la traversée de nombreux parcs de la Ville.

En complémentarité au regard de l'utilisation de la Place du Peyrou pour cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir, pour 15 500 m² occupés correspondant à la place du Peyrou, une subvention en nature valorisable pour un montant de 34 100 € (15 500 m²*2,20 €*1 jour).

Celle-ci vient compléter la subvention de 9 500 € attribuée lors du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit, pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 34 100 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ODP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabi YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Carte Été Jeunes 2017 Attributions à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil Municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2017, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Relations aux publics et
Affaires militaires**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Fabien ABERT, Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Christian DUMONT, Jérémie MALEK, Véronique PEREZ, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL.

**Pose d'une plaque commémorative en hommage aux soldats montpelliérains
"Morts pour la France" lors de la bataille de Verdun sur la façade de l'immeuble
sis 2, rue de Verdun**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Près d'un siècle après le début de son déclenchement, la Première Guerre mondiale occupe toujours une place à part dans la mémoire collective française.

En témoignent les centaines de milliers de visiteurs qui parcourent, chaque année, ces champs de batailles encore mal cicatrisés pour comprendre pourquoi et comment des hommes en sont arrivés à de telles extrémités et pour honorer dans le silence des grandes nécropoles la mémoire des soldats engloutis par cette "effusion sanglante". La commémoration du centenaire de la Grande Guerre, et plus précisément, en 2016, de la bataille de Verdun, est l'occasion de rappeler à quel point le premier conflit mondial toucha chaque famille, chaque territoire dans ce qu'il a de plus profond, même pour celles et ceux qui se trouvaient loin des lignes du front et de l'enfer des tranchées.

Ainsi, dans le cadre des célébrations nationales entourant le centenaire 1914-1918, le Secrétaire d'État délégué aux Anciens Combattants et à la Mémoire, dans son message délivré le 11 Novembre 2015, a demandé aux communes françaises d'honorer particulièrement les soldats ayant perdu la vie au cours de la bataille de Verdun (21 février-19 décembre 1916) en relayant l'initiative nationale conduite par la Mission Centenaire 1914-1918.

Pour la commune de Montpellier, la rue de Verdun s'est imposée comme le lieu naturel où chacun pouvait

lever la tête et se souvenir du sacrifice de ces Montpelliérains « Morts pour la France » grâce, entre autre, à la pose d'une plaque commémorative sur la façade de l'immeuble sis 2 rue de Verdun.

Au cours des cérémonies officielles ayant entouré la célébration du Centenaire de la bataille de Verdun, le 29 mai 2016, une plaque temporaire a été dévoilée avec l'accord des copropriétaires.

Afin d'inscrire dans le temps l'hommage de la Ville de Montpellier, il est apparu nécessaire de proposer la pose d'une plaque commémorative définitive, en accord avec les copropriétaires et les associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

Il est proposé d'inscrire sur cette plaque (reprise du texte de la plaque temporaire initialement dévoilée le 29 mai 2016) :

1916-2016

**La Ville de Montpellier à ses enfants « Morts pour la France »
lors de la bataille de Verdun.**

Le 29 mai 2016

inaugurée par

**Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier
en présence de Pierre POUËSSEL, Préfet de l'Hérault**

Lors de son assemblée générale du lundi 9 janvier 2017, le syndicat des copropriétaires du 2, rue de Verdun s'est prononcé à la majorité en faveur de la pose d'une plaque commémorative par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de pose d'une plaque commémorative ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- accord copro plaque Verdun.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Relations aux publics et
Affaires militaires**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Fabien ABERT, Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Rencontre des marins de la frégate multi-missions Languedoc avec les élèves des
écoles de la Ville de Montpellier (8 et 9 mai 2017) - Prise en charge des frais
d'hébergement**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 25 Février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'était exprimé à l'unanimité en faveur du parrainage de la Frégate Multi-Missions *Languedoc* de la Marine Nationale.

Le 15 Juin 2016, à l'occasion de la signature officielle du parrainage entre Monsieur le Maire et le Capitaine de vaisseau ARNOUX, une délégation de la Frégate Multi-Missions avait participé au Conseil Municipal des Enfants se tenant le même jour et répondu aux multiples questions des jeunes élus sur le sens de l'engagement militaire, les différents métiers présents à bord d'un vaisseau de la Marine Nationale et les différentes missions de la frégate et de son équipage. Après la visite de la pépinière d'entreprises du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, la rencontre de jeunes adultes à la Mission Locale des Jeunes, cette initiative avait permis de répondre aux interrogations parfois vivaces des jeunes Montpelliérains sur les circonstances et les dangers de la vie de militaire.

A cette occasion, de nombreux contacts avaient été tissés entre les enfants, la communauté éducative et l'équipage de la Frégate *Languedoc* et de nombreux projets entre les établissements scolaires de Montpellier et l'équipage avaient vu le jour.

Le 18 Juin suivant, une nouvelle délégation, après avoir pris part, en uniforme, à la cérémonie commémorant l'anniversaire de l'Appel du 18 Juin, s'était rendue dans le quartier Lemasson pour disputer un match amical

contre des membres du Conseil Municipal des Jeunes et une partie des équipes jeunes du club local.

Après plusieurs mois de missions dans l'Atlantique Nord qui les aura menés de Toulon à Reykjavik, en passant par Montréal, une nouvelle délégation sera présente à l'occasion des cérémonies marquant l'anniversaire de la Victoire du 8 Mai 1945. Ce sera l'occasion pour les élèves des écoles élémentaires de Montpellier participant à ces commémorations de pouvoir échanger avec les marins sur la vie à bord de la frégate et les multiples pays où ils ont jeté l'ancre. Le lendemain, 9 Mai, deux délégations se rendront dans des établissements scolaires (primaires et secondaires) pour des moments d'échanges pendant les temps scolaires et périscolaires (pause méridienne essentiellement).

A cet effet, et afin de permettre aux marins venant de Toulon de demeurer à Montpellier pour rencontrer les jeunes Montpelliérains, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la prise en charge des frais d'hébergement (nuit du 8 au 9 mai) par la Ville de Montpellier, et son imputation au budget de la Ville, chapitre 920, pour un montant maximal de 426.16 € HT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Dénominations de voies et d'espaces publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

QUARTIER MOSSON

- Mosson

L'allée entre la piscine de la Mosson et le parking de l'Espace Mosson n'est pas dénommée, elle relie le parking aux grands équipements sportifs Piscine et stade de la Mosson, nous proposons de la dénommer :

**Allée Rosy Varte
(1923-2012)
Comédienne française**

Rosy Varte est une comédienne française, surtout connue par le grand public pour son rôle dans la série télévisée Maguy mais elle a joué également dans plus d'une centaine de rôles que ce soit au théâtre, au cinéma (Belmondo, Aznavour) ou à la télévision.

QUARTIER LES CEVENNES

- Alco

Un passage relie la rue Serge Lifar et l'allée de l'Aqueduc, pour faciliter sa gestion nous proposons de l'identifier en le dénommant :

**Passage Serge Lifar
(1905-1986)
Danseur Français**

Sergueï Lifar est un danseur, chorégraphe et pédagogue d'origine ukrainienne nationalisé français. Réformateur du mouvement et de la technique de la danse à laquelle il ajouta deux positions de pied, Serge Lifar a été l'un des créateurs qui imposèrent le style néo-classique.

Nommé maître de ballet de l'Opéra de Paris, de 1930 à 1958, il s'employa à restaurer le niveau technique du Ballet de l'Opéra de Paris pour en faire, dans les années 1930 et jusqu'à aujourd'hui, l'un des meilleurs du monde.

• **Petit Bard**

La rénovation du quartier a pour objectif de construire l'harmonie, rénover l'habitat social, améliorer le cadre de vie, aménager des parcs et des jardins, implanter des bureaux et des commerces, développer les animations sportives et culturelles et désenclaver le quartier.

Dans ce cadre, une rue est créée entre l'avenue du Petit Bard et la Rue Paul Rimbaud (au droit de la Place Francis Jammes), nous proposons de la dénommer :

**Rue Elsa Triolet
(1896-1970)
Femme de lettres et résistante française**

Elsa Triolet est une femme de lettres et résistante française. Avec Louis d'Aragon, son mari, elle contribue à faire paraître et à diffuser les journaux *La Drôme en armes* et *Les Étoiles*.

Elle écrit le roman *Le Cheval blanc* et des nouvelles publiées aux Éditions de Minuit. Réunies sous le titre « Le premier accroc coûte 200 francs » (phrase qui annonçait sur les ondes de la BBC le débarquement en Provence). Avec ces nouvelles elle est la première femme à obtenir le prix Goncourt 1945 au titre de l'année 1944.

Une deuxième rue sera créée entre la rue des Epervières et la rue des Araucarias grâce à la démolition partielle du Bât. D, nous proposons de la dénommer :

**Rue Dante Alighieri
(1265-1321)
Poète, écrivain et homme politique florentin**

Dante Alighieri est un poète, écrivain et homme politique florentin, père de la langue italienne, il est l'une des « trois couronnes » qui imposèrent le toscan comme langue littéraire. Poète majeur du Moyen Age, il est l'auteur de la *Divine Comédie*, souvent considérée comme la plus grande œuvre écrite dans cet idiome et l'un des chefs-d'œuvre de la littérature mondiale.

La place délimitée par l'avenue Paul Rimbaud, rue des Aconits et la rue des Soldanelles a été aménagée et reçoit aujourd'hui le marché de plein air du quartier Petit Bard.

Il est proposé de dénommer cette place :

**Johan Cruyff
(1947-2016)
Triple ballon d'Or**

Hendrik Johannes Cruijff, dit Johan Cruyff est un footballeur international néerlandais, qui évolue au poste de milieu offensif ou d'attaquant, avant de devenir entraîneur. Premier joueur de football à remporter trois fois le Ballon d'or, il est considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'Histoire. Surnommé le « Hollandais volant », il remporte notamment 3 Coupes d'Europe des clubs champions d'affilée en 1971, 1972 et 1973 avec l'Ajax d'Amsterdam et huit championnats des Pays-Bas.

Après une carrière marquante dans de grands clubs tels que l'Ajax et de FC Barcelone, il s'illustre en tant qu'entraîneur dès 1985 à l'Ajax. Trois ans plus tard, il prendra les rênes du Barça, qu'il conduira notamment en 1992 à la Coupe d'Europe des clubs champions avec le FC Barcelone dont il deviendra le président d'honneur. Il décède le 24 mars 2016 à Barcelone.

~

La rue des Trolles, dénommée ainsi par une délibération en date du 17 mai 1965 n'existe plus, nous proposons de supprimer cette dénomination.

QUARTIER CENTRE

- **Figuerolles**

Un passage relie la Rue Baqué à la rue Haguenot au droit de la Maison pour tous Joseph Ricôme et Théâtre Gérard Philipe. Afin d'en faciliter la gestion en l'identifiant, nous proposons de le dénommer :

**Allée Louis Bonfils
(1891-1918)
Félibre et Poilu**

Louis Bonfils, dit Filhou est un poilu de la première guerre mondiale, il a tenu toute une correspondance en Occitan avec Pierre Azéma pendant la guerre. Il mène un combat acharné pour défendre la réputation des Méridionaux rudement attaquée par les civils et les militaires du Nord de la France. Cette lutte pour l'honneur du Midi conduira Louis Bonfils jusqu'à son jugement par un conseil de guerre tenu sur le front, où il sera acquitté, et même félicité. Il tombera au front le 11 juin 1918 à Mélicoq dans l'Oise.

- **Les Aubes**

A l'occasion d'un aménagement dans le secteur de l'école Jeanne d'Arc, un cheminement piéton va être créé entre le boulevard Ernest Renan et la rue des Colombes afin d'améliorer et développer les liaisons piétons et cyclables dans le secteur. Nous proposons de le dénommer :

**Paul Génelot
(1930-2017)
Historien des chemins de fer**

Paul Génelot entre aux chemins de fer en 1952 où il fera carrière. En 1973, il crée l'association de protection des locomotives du train de Palavas. Il réalise dix émissions "Raconte-moi le train" avec Louis Secondy sur Radio Maguelone. Participe également aux ouvrages édités par "La Régordanne" sur les chemins de fer

Transpyrénéens, Transcévenol. Bénévolement, il présente des causeries : Naissance du Chemin de fer, les Coulisses du Rail, les Chemins de Fer de l'Intérêt local, le Train de Palavas... En 1993, il publie "La Gare de Montpellier à travers le temps", une histoire des chemins de fer, véritable ouvrage de référence.

- Boutonnet

Face au quartier Hôpitaux Facultés, à la lisière du quartier Boutonnet, sur une parcelle aujourd'hui occupée par une maison d'habitation, il est prévu la construction d'un ensemble immobilier comprenant 52 logements (dont 7 seront affectés au logement social).

Ce programme créera un nouvel espace public aménagé rue Henri Dunant, au rez-de-chaussée duquel s'implanteront des commerces et dont la morphologie assurera la transition vers le quartier pavillonnaire au Sud. Nous proposons de la dénommer :

Place Nicole Girard-Mangin

(1878-1919)

Seule femme médecin de la 1ère guerre mondiale

Nicole Girard-Mangin fut l'unique femme médecin affectée au front durant la Première Guerre mondiale. Titulaire d'un doctorat sur les poisons cancéreux en 1906, elle effectue des recherches sur la tuberculose, sur le cancer et signe différentes publications.

Mobilisée par erreur le 2 août 1914, elle occulte sa condition féminine et se porte volontaire pour exercer à Verdun. En décembre 1916, malgré ses nombreux heurts avec l'administration militaire, elle est nommée médecin-major. Elle est alors affectée à Paris où elle se voit confier la direction de l'hôpital Édith Cavell.

- Nouveau Saint Roch

Le nouveau Saint Roch est la future ZAC de renouvellement urbain qui se développera autour de la gare et dont l'architecte en chef est Paul Chémetov. La conception du quartier repose tant sur une mixité sociale qu'une mixité fonctionnelle avec 1 200 logements, 2 hôtels (3 et 4 étoiles), un parc public de 1,3 ha, commerces et bureaux, ainsi qu'un parking public de 800 places.

Dans ce cadre, un concours a désigné l'Atelier d'Architecture Brenac & Gonzalez pour la réalisation d'un bâtiment totem qui s'accompagnera d'espaces publics en lien avec le futur parc René Dumont.

Le premier espace public créé est le prolongement rue d'Alger jusqu'à la rue Catalan. Nous proposons de le dénommer

Rue François Coulet

(1906-1984)

**Diplomate et résistant, co-fondateur
des commandos parachutiste de l'air**

François Coulet renonça à Saint-Cyr où il voulait entrer, pour ne pas heurter sa famille radicale, nourrie dans l'université officielle, et se lança dans la diplomatie. Diplomate ayant rejoint le général de Gaulle et la France libre dès juin 1940, il fut son chef de Cabinet avant d'être nommé secrétaire général de la Corse Libérée puis premier commissaire de la République en Normandie. Lors de la Guerre d'Algérie, il s'engagea dans l'armée de l'air et servi sous les drapeaux. Il a participé à la mise en place et commanda le groupement des commandos parachutistes de l'air.

~

Dans le même programme sera créée une place à l'angle du prolongement de la rue d'Alger et la rue Catalan. Nous proposons de la dénommer :

Place Caroline Aigle

(1974-2007)

Pilote de chasse de l'Armée de l'air

Après des études au Lycée militaire de Saint-Cyr et son passage en écoles préparatoires, elle sera admise à la fois à l'Ecole Normale Supérieure et à Polytechnique. Elle choisira l'école militaire et sera brevetée pilote de chasse en 1999.

Elle est la première femme pilote de chasse à être affectée au sein d'un escadron de combat de l'Armée de l'air. Elle sera nommée commandant d'escadrille à partir de 2005. Sportive accomplie, elle concourt pour intégrer l'Agence Spatiale Européenne afin de devenir astronaute. Agée de 32 ans, elle décède d'un cancer foudroyant quelques jours après la naissance de son deuxième enfant.

- **Beaux Arts**

Un cheminement est créé entre l'avenue Saint Lazare et l'Avenue François Delmas, nous proposons de le dénommer :

**Allée Alma Mahler
(1879-1964)
Artiste peintre et musicienne**

Alma Mahler, issue d'un milieu cultivé, est musicienne. Belle, intelligente et indépendante d'esprit, Alma est courtisée du Tout-Vienne où elle a grandi. En 1938, Alma fuie l'Anschluss et se réfugie en France. Mais l'invasion et l'occupation de la France par les Allemands en 1940 la contraint de nouveau à fuir pour les États-Unis. Cette artiste peintre et musicienne a composé des *lieder*, poèmes germaniques chantés par une voix, accompagnés par un piano ou un ensemble instrumental.

QUARTIER PRES D'ARENES

- **Près d'Arènes**

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, qui vise à créer à terme le quartier de la Restanque, quartier qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant proche (quartiers de Saint Martin, de Tournezy...).

En effet, compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre ville, proche de la 2^{ème} ligne de tramway et desservi par la 4^{ème}, la Ville vise, sur ce site, la réalisation d'un quartier à dominante d'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...) et regroupant également des bureaux commerces, des activités, des équipements publics.

Dans le cadre de ce projet, un cheminement piéton va apporter une transparence entre la rue Lazare Ponticelli et le Boulevard Fabre de Morlhon.

**Passage Ponticelli
(1897-2008)
Chevalier de la Légion d'honneur**

Enfant d'une famille très pauvre du nord de l'Italie, il émigre seul vers Paris à l'âge de 9 ans sans parler français. Après avoir exercé de nombreux petits métiers et alors que la première guerre mondiale vient de commencer, il intègre le 1^{er} régiment étranger, le régiment «Garibaldien» en trichant sur son âge.

En mai 1915, il se trouve près de Verdun, lorsqu'il est démobilisé. En effet, avec l'entrée en guerre de l'Italie, il doit rejoindre l'armée italienne. Refusant de quitter l'uniforme français, c'est accompagné de deux gendarmes qu'il est amené à Turin. Il est enrôlé dans le 3^{ème} régiment de chasseurs alpins, les Alpini, et combat les Autrichiens dans les Dolomites. Blessé de guerre, il rejoindra la France après l'armistice.

En 1939, au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il demande et obtient la nationalité française. Jugé trop vieux pour le service actif, il est renvoyé à son entreprise (une société de fumisterie) où l'on estime que ses services seront plus profitables à l'effort de guerre. Lors de l'occupation, il s'engage dans la Résistance. Lazare Ponticelli est officiellement le dernier vétéran français de la Première Guerre mondiale. Doyen

des Français, il est aussi le neuvième homme de nationalité française à entrer dans la liste des supercentenaires

~

Le programme de la ZAC prévoit la création de voies nouvelles destinées à améliorer la desserte du quartier, ces voies sont anticipées dans le Plan Local d'Urbanisme par des emplacements réservés. L'emplacement réservé C114 délimité par la rue du Lantissargues d'un coté et l'emplacement réservé C112 de l'autre va être réalisé, nous proposons de le dénommer :

**Rue Elena Bonner
(1923-2011)
Pédiatre et militante pour les droits de l'homme**

Elena Bonner est la veuve du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov. Figure de proue de la dissidence à l'époque soviétique et de la lutte pour les droits de l'homme. Dans les années 70, elle avait rejoint le mouvement des dissidents et avait notamment permis d'informer le monde sur le destin des prisonniers ou des exilés du régime soviétique.

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- Pas du Loup

La ZAC Ovalie est située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby, ce quartier se développe sur une superficie de 35 hectares, Sa conception a été confiée en 2004 à l'agence d'architectes-urbanistes Nicolas Lebunetel, associée au cabinet de paysagistes NEMIS.

L'avenue du Mondial de Rugby 2007 est un de ses axes majeurs, il relie l'avenue de Toulouse à la rue de Bugarel. Au sud de l'avenue au droit du Domaine de la providence une place a été aménagée dans le cadre de la ZAC, nous proposons de la dénommer :

Place de la Providence

QUARTIER PORT MARIANNE

- Millénaire

Rond-point rue L. de Vinci, Rue E Villalonga et rue des Frères Lumière

**Charlotte Cooper
(1870-1966)
1ère femme médaillée d'or aux jeux olympiques**

Membre du *Ealing Lawn Tennis and Archery Club*, cette athlète gagne le premier de ses cinq titres en simple à Wimbledon en 1895. Surnommée « Chattie », elle décroche, après que les femmes sont autorisées à concourir, la première médaille d'or féminine de l'histoire de l'olympisme, aux Jeux de Paris en 1900. Avec Reginald Doherty en double mixte, elle en ajoute une seconde du même métal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plans de localisation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clère HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs mis en œuvre par l'association APS 34 durant l'année 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

L'association APS 34 a déposé une demande de subvention auprès de la Ville pour mettre en œuvre, au cours de l'année 2017, 5 chantiers éducatifs sur la Ville de Montpellier, à destination de 25 jeunes.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir ce projet d'insertion des jeunes de 16 à 25 ans sur les quartiers prioritaires de la Ville et établir une convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs mis en œuvre par l'association APS 34.

La convention annexée en détermine les modalités de mise en œuvre de ces chantiers sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Les chantiers éducatifs permettent aux jeunes en rupture avec les institutions de devenir citoyens actifs, d'agir sur leur cadre de vie, de restaurer leur image ainsi que celle de leur quartier.

Les chantiers éducatifs constituent donc un outil d'insertion visant à l'autonomie, la responsabilisation en confrontant les jeunes au cadre et aux contraintes du travail, tout en valorisant la notion d'entraide.

Les chantiers éducatifs sont enfin organisés dans l'esprit d'une action collective sur le territoire concerné qui se matérialise par un cadre partenarial sur le terrain.

Afin de permettre la réalisation de ces chantiers éducatifs, la Ville de Montpellier, sous réserve de l'approbation du Conseil municipal, s'engage à financer cette action à hauteur de 20 000€ au titre de l'année 2015 et sous réserve de :

- la réalisation de ces 5 chantiers,
- la participation d'au moins 5 jeunes sur chaque chantier, et de 10 jeunes femmes minimum sur les 25 jeunes,
- la production des documents de bilan de l'action.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34,
- d'approuver l'attribution d'une subvention de 20 000€ dans le cadre de cette convention et au titre de l'année 2017, et son imputation sur le budget 2017 de la Ville, tous chapitres,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention relative au subventionnement de 5 chantiers éducatifs Ville de Montpellier-Association APS34

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Appel à projets - Contrat de Ville Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le nouveau Contrat de Ville 2015-2020 a été signé par l'ensemble des partenaires le 11 juillet 2015, et l'avenant opérationnel et financier le 8 juillet 2016. Ce travail a permis d'identifier des enjeux et fiches opérationnels du Contrat de Ville que les partenaires ont souhaité ouvrir à l'appel à projets 2017.

Cet appel à projets était destiné aux acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires retenus dans le cadre du Contrat de Ville de Montpellier : Mosson, Celleneuve, Petit Bard-Pergola, Cévennes, Pas du loup-Val de Croze, Gély, Figuerolles, Vert-bois, Aiguelongue, Pompignane, Près d'Arènes et Lemasson.

Seuls les objectifs dont la réalisation nécessite la mobilisation du milieu associatif ont été ouverts à l'appel à projets. Ils concernaient les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;

- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

392 actions, répondant à ces axes opérationnels, ont été proposées par des porteurs de projets auprès des partenaires du contrat de ville. Pour rappel, la règle du cofinancement des projets proposés au soutien de la Ville de Montpellier conditionne, sauf exception, nos attributions de subventions.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de **274 projets** (contre 251 en 2016) pour un montant total de **911 278 €** (contre 820 367 € en 2016).

La présente délibération concerne l'affectation de **124 subventions**, pour un montant total de **221 000 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville.

FINANCEMENTS SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
5943	Association nouvelle pour la Solidarité au Féminin ANSA	Ateliers sportifs pour toutes	Paillade	1 000 €
3845	BALTHAZAR	Arts du cirque à Figuerolles	Figuerolles	1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Initiation au jeu d'échecs - Collège les Escholiers	Paillade	800 €
5167	Génération Taekwondo	Accès au sport pour tous	Petit Bard - Pergola	1 000 €
6631	Les 4 Horizons	Club de foot	Hauts de Massane	1 500 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Interventions dans les quartiers prioritaires de la Ville	Ensemble QPV	1 000 €
4556	MONTPELLIER CANOE KAYAK EAU VIVE MCKEV	L'aventure citoyenne en kayak	Paillade	700 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION MPN	Natation pour les femmes de la Mosson	Paillade	1 000 €

4555	ROLL'SCHOOL	Quartier qui roule	Celleneuve	500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924				8 500 €

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
1755	CENTRE APAJ	EducaDrive	Gély	1 000 €
3675	Essor Savoirs et Partage	Vacances et week-ends pour ados	Petit Bard - Pergola	1 000 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély	1 000 €
5210	Groupement de coopération sociale et médico-sociale Maison des Adolescents de l'Hérault MDA 34	Actions spécifiques pour permettre aux adolescents des QPV de bénéficier de l'ensemble des services MDA 34	Près d'Arènes	1 500 €
1068	Secours Populaire Français 34	Jeunesse solidaire et citoyenne	Près d'Arènes	1 000 €
789	UFOLEP 34	Séjours Citoyens et Sportifs adolescents	Paillade	1 000 €
		Sport Citoyen 12/17 ans	Petit Bard - Pergola	1 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				7 500 €

FINANCEMENTS EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
64	ADAGES ESPACE FAMILLES	Médiation parents écoles	Lemasson	500 €
6370	Bien Vivre à Aiguelongue BVA	Partage à Aiguelongue 2	Aiguelongue	500 €
3036	Ecoles du Réseau d'Education prioritaire Gérard Philipe	Agir sur les représentations autour de l'école	Gély	500 €
		Renforcer la coopération école/parents : aider les familles à mieux comprendre les enjeux et les exigences de l'école	Gély	500 €
1329	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiens de la	Renforcer la coopération école/parents	Paillade	500 €

	Mosson			
1424	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Simone Veil	Théâtre et langage : parcours d'excellence	Petit Bard - Pergola	500 €
		Renforcer la relation école/parents	Petit Bard - Pergola	500 €
5454	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Arthur Rimbaud	Favoriser la réussite des parcours scolaires	Paillade	500 €
3125	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Les Garrigues	Renforcer la relation parents/école	Hauts de Massane	500 €
5633	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Marcel Pagnol	Améliorer la relation école-famille pour favoriser la réussite à l'école	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
3675	Essor Savoirs et Partage	Vacances et week-ends pour enfants	Petit Bard - Pergola	1 000 €
1469	FRANCAS 34	Centre de loisirs de la Mosson	Paillade	4 000 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	500 €
		Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
6250	Montpellier Accordéon	Intervention pédagogique autour du conte et de la musique	Celleneuve	500 €
5385	Zadigozinc	Café associatif des enfants	Paillade	1 100 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				12 600 €

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
4449	ACORD PRODUCTION	6ème édition du festival 2+2=5	Paillade	1 500 €
4360	ACTEURS	Insertion sociale et scolaire grâce au service civique	Paillade	1 500 €
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Espace Jeunesse	Lemasson	3 500 €

3932	Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education ACLE	Club des jeunes	Cévennes	2 500 €
		Ateliers socio-linguistiques	Cévennes	3 500 €
		Club des femmes - Atelier des savoirs et d'accès à la culture	Cévennes	1 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Paillade Nord AJPPN	Guidance socio-économique	Paillade/Hauts de Massane	2 000 €
		Accès aux Droits et Médiation Sociale	Paillade/Hauts de Massane	3 500 €
		Chantiers loisirs	Paillade/Hauts de Massane	500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs - Etablissements Languedoc Roussillon	Ateliers de quartier Montpellier ville	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
		Espace Ressources Habitat	Paillade	4 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU - Territoires de Montpellier	A la découverte des métiers verts	Cévennes	500 €
2701	Association Le Clos de la Fontaine	Apprendre, c'est savoir et prévenir	Celleneuve	1 000 €
25	ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Aux sciences citoyens - Près d'Arènes	Près d'Arènes	1 000 €
		La science en bas de chez toi! Mosson	Mosson	1 000 €
		Sciences au quotidien - Petit Bard Pergola	Petit Bard Pergola	1 000 €
2142	Association Pour l'Insertion des Jeunes par l'Economie APIJE	Femmes VIP (Vers l'insertion professionnelle)	Petit Bard - Pergola	2 000 €
5480	Association pour Toutes	De l'art à la culture	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
3473	Association Renaissance Développement Insertion ARDI	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des	Aide aux démarches administratives - accès aux droits	Cévennes	1 500 €

	Cévennes AVEC	Aide Educative auprès des parents	Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture & Co	Citoyenneté et apprentissage du français	Figuerolles	1 000 €
5971	Brand a part	Les ateliers cinémas	Figuerolles	500 €
4955	Centre Culturel International - Musique Sans Frontières	Solidarité, éducation, pédagogie	Paillade	2 000 €
2726	Carthage	Atelier-musique	Cévennes	500 €
1755	CENTRE APAJ	Webactions	Gély	1 000 €
		Atelier Prévention Santé Environnement	Gély	1 500 €
		Accompagnement à la culture	Figuerolles	2 500 €
		Accès aux droits et e- administration	Aiguelongue	2 000 €
1909	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault CIDFF	Accès aux droits et médiation familiale	Celleneuve	5 000 €
		Femme Egalité Emploi	Paillade	2 000 €
1464	Césam Migrations Santé Languedoc	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Ensemble des territoires prioritaires	5 000 €
		Langage, territoire, pouvoir d'agir	Petit Bard - Pergola	2 000 €
6183	Chant Dessus Dessous	Projet Petite Enfance	Petit Bard - Pergola	500 €
2190	Collectif Yves Du Manoir	Médiation et accès au droit	Pas du Loup -Paul Valéry	2 000 €
2432	Compagnie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	Paillade	2 500 €
244	CLCV - union locale Consommation Logement Cadre de Vie	Consommation énergétique post-réhabilitation aux Cévennes	Cévennes	500 €
		Les habitants du Petit Bard, contrôle des charges et décence	Petit Bard - Pergola	500 €
		Le rapport locatif dans 4 copropriétés de la Mosson	Paillade	500 €
		Actions participatives et création d'un espace de vie sociale	Pompignane	1 200 €

3125	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Les Garrigues	Construire une culture partagée autour de la littérature jeunesse	Hauts de Massane	500 €
1329	Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiers de la Mosson	Jardins partagés, cultures et culture	Paillade	500 €
		Citoyenneté, laïcité et santé	Paillade	500 €
2776	Déclic Familles	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires prioritaires	3 500 €
4773	DeFI Développement de la Formation et de l'Insertion	Accueil, informatio, médiation sociale de proximité	Paillade	4 500 €
		Pôle actions sociolinguistiques	Paillade	1 500 €
4360	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute pour les parents	Cévennes	5 000 €
		Ateliers de formation pour les acteurs du soutien à la parentalité à Montpellier	Ensemble QPV	1 000 €
3075	Familles Rurales Fédération Départementale de l'Hérault	Relais Familles - Tournezy	Près d'Arènes	1 500 €
650	GAMMES	Ateliers linguistiques - Vers l'accès à l'autonomie et à la connaissance	Paillade	1 000 €
		Projet participatif d'accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles	Ensemble des territoires prioritaires	800 €
1043	HOLISME	Le rhombicuboctaèdre de Léonard	Paillade	1 500 €
71	i.Projet Echanges Internationaux Culture Citoyenneté i.PEICC	Tiers Lieu Culturel et Artistique	Paillade	5 000 €
		Université du citoyen	Paillade	5 000 €
		Espace projet animation jeunes	Paillade	3 500 €
296	Jasmin d'Orient	Accès à la culture et aux sports	Près d'Arènes	2 000 €
4533	Jeunesse sans Frontières	Action citoyenne chantiers loisirs	Paillade	500 €
	HAPAX	En écoutant l'écho du bing bang	Figuerolles	1 000 €

1281	KAINA TV	Kaïna TV	Paillade	4 000 €
4472	LA VISTA Théâtre de la Méditerranée	Actions culturelles du théâtre La Vista	Figuerolles	500 €
6135	L'Atelline	Gavitation au Lemasson	Lemasson	4 000 €
6318	L'Elan C	Balades historiques	Ensemble des territoires prioritaires	200 €
3064	Lâche les Mots	On s'anime à la cité	Gély	1 000 €
4388	Le Passe Muraille	Des jardins partagés au cœur de la Paillade	Paillade	1 000 €
		Chantiers citoyens	Ensemble des territoires prioritaires	10 000 €
		Au fil de l'Hérault et patrimoine	Paillade	500 €
		Mon quartier, ma ville, être citoyen	Paillade	500 €
	Mademoizel' Prod	L'habit fait la femme	Paillade	1 000 €
5854	Montpellier Mosson Omnisports MMO	Passerelle pour le sport	Hauts de Massane	1 000 €
5847	MOT'SON	Urban Ciné	Paillade	2 000 €
29	Montpellier Contacts Radio Clapas	Mots croisés 2017	Près d'Arènes	500 €
4556	MONTPELLIER CANOE KAYAK EAU VIVE MCKEV	S'évader de la zone urbaine en kayak	Cévennes	1 000 €
6374	Mosaïque Des Hommes et des Jardins	Ateliers jardins adaptés aux seniors fragilisés	Lemasson	1 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial - Le Planning 34	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
1783	Octopus Expression	Education au civisme par le théâtre	Pas du Loup Val de Croze	500 €
1110	Odette Louise	PASS 2017	Celleneuve	2 500 €
1033	PACIM	Générationnaires solidaires à la Mosson	Hauts de Massane	2 000 €

429	Raiponce	Raiponce	Petit Bard - Pergola	2 500 €
4977	RANK'ART	Familiale des Cévennes	Cévennes	1 000 €
5444	Scouts Musulmans de France Montpellier	Formation de Citoyens Actifs et Artisans de Paix par la Méthode Scoute SMF	Paillade	1 000 €
1068	Secours Populaire Français 34	Les chemins de la culture et la lutte contre l'exclusion	Près d'Arènes	1 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM	Pratique orale du Français (POF)	Paillade	3 000 €
5249	SOMIS	Médiation administrative et sociale, interprétariat, écrivain public	Ensemble des territoires prioritaires	5 200 €
4807	Tin Hinan	Vers une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	3 500 €
		Renforcer l'accès aux droits	Paillade	1 500 €
		Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	3 500 €
789	UFOLEP 34	Accueil Jeunes Mosson	Paillade	4 000 €
3746	UNI'SONS	Renc' Art	Paillade	1 500 €
	UNION REGIONALE - CIDFF LR	Agir pour l'intégration des femmes immigrées	Cévennes	2 500 €
4163	Via voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Figuerolles	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				192 400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2017 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet.pdf

- Lettre d'engagement type.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSOU.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIJA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

**Dotation politique de la ville 2017 - avenant à la convention cadre d'attribution de
subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2017 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 588 350,75€.

Par délibération en date du 27 mars dernier, le Conseil communautaire a approuvé le projet de convention cadre pour l'attribution de cette dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

La convention ainsi que la délibération prévoient l'élaboration d'un avenant qui précisera la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux, ainsi que leur maître d'ouvrage.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de M. le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et

actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Le projet d'avenant reprend ce tableau et précise en particulier les modalités de mobilisation de cette dotation.

Intitulé du projet	Quartier	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des tra- vaux	Montant DPV
Répartition de l'enveloppe DPV					
Opérations à maîtrise d'ou- vrage Métropole					
<i>Investissement</i>					
Réhabilitation du centre nau- tique Neptune	Mosson	6 641 500 €	25,00%	01-janv-18	1 660 375 €
Aménagement du barrage du Lac des Garrigues	Mosson Hauts de Massane	750 000 €	40,00%	01-mars-18	300 000 €
Aménagement de la place Sa- lengro	Figuerolles	800 000 €	30,00%	01-janv-18	240 000 €
Centre d'affaires des quartiers multi-services à la Mosson	Mosson	300 000 €	20,00%	01-avr-17	60 000 €
<i>Fonctionnement</i>					
Accompagnement à l'installa- tion du CAQ (aide à mise en place du fonctionnement et de l'animation)	Mosson	80 000 €	50,00%	01-janv-18	40 000 €
Etude sur les lieux d'accueil, d'information et d'orientation de proximité (accéder à un premier niveau d'information sur l'emploi, la formation et les métiers)	Tous QPV	40 000 €	50,02%	avr-17	20 008 €

Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	120 000 €	60,00%	01-juil-17	72 000 €
Sous total Métropole		8 731 500 €			2 392 383 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville					
<i>Investissement</i>					
Sécurisation des écoles face aux risques d'attentat : dispositif d'alerte PPMS, sécurisation périmétrique des sites...	Ecoles des QPV	2 193 380 €	25,00%	01-juin-17	548 345 €
Extension et réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier pour répondre à la demande sur le quartier et pour recréer des locaux d'usage : salle de motricité, extension du dortoir, du réfectoire	Celleneuve	2 850 000 €	40,00%	01-juil-17	1 140 000 €
Ecole élémentaire Joseph Delteil : extension de la salle de réfectoire afin d'augmenter les possibilités d'accueil des enfants	Petit Bard	170 000 €	40,00%	10-juil-17	68 000 €
Extension de la crèche Thérèse Santis (+ 20 places)	Près d'Arènes	500 000 €	25,00%	01-janv-18	125 000 €
Réhabilitation de la base nautique et de pleine nature des Garrigues	Hauts de Massane	541 700 €	30,00%	juil-18	162 510 €
Ecole élémentaire Savary : réaménagement intérieur du restaurant scolaire pour un meilleur fonctionnement durant le temps méridien	Pas du Loup Val de Croze	185 000 €	30,00%	10-juil-17	55 500 €
Ecole élémentaire Julie Daubié : création de locaux pour l'accueil des élèves dans le restaurant scolaire améliorant les conditions de fonctionnement durant le temps méridien	Cévennes	100 000 €	30,00%	10-juil-17	30 000 €
Ecole maternelle Geneviève Bon : rénovation partielle pour de meilleures conditions d'accueil et de travail dans l'école (réfection des sani-	Petit Bard	105 000 €	30,00%	10-juil-17	31 500 €

taires, de l'étanchéité de la toiture terrasse et des fenêtres dans le dortoir)					
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : école élémentaire Garibaldi	Lemasson	169 290 €	20,74%	01-juin-17	35 111 €
Sous total Ville		6 814 370 €			2 195 966 €
Total général		15 545 870 €			4 588 349 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'avenant à la convention cadre d'attribution de subventions au titre de la dotation politique de la ville 2017, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'avenant à la convention cadre ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant_a_la_convention_attributive_de_subvention_1494000749384.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHÉ, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

**Travaux de rénovation dans les établissements de la Petite Enfance en 2017
Approbation et demande de subventions**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de sa politique de la petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2017, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 512 000€ TTC soit 426 667 HT.

Cette somme est inscrite au budget 2017 de la Ville (BP 2017 et reports 2016).

Ces travaux permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours plus confortables et sécurisés, notamment en matière de confort d'été. Ces travaux permettent également de répondre aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2017 est constitué des opérations suivantes:

Etablissements	Libellé des travaux	Montant HT	Montant TTC
Crèche Cambon	Rénovation local extérieur, salle		

	armoire de brassage et salle de réunion	12 500€	15 000€
Crèche Blanche Neige	Création d'un préau, rénovation hall et bureau directrice	105 000€	126 000€
Crèche Blanche Neige	Réfection sanitaires moyens	33 340€	40 000€
Crèche Edelweiss	Rénovation salle de change, dortoir, sanitaires	44 000€	53 000€
Crèche Galineta	Isolation phonique, réhausse buanderie	5 400€	6 500€
Crèche la Petite Sirène	Rénovation cour	5 830€	7 000€
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation lingerie, aménagement de la cour	4 600€	5 500€
Crèche Pinocchio	Création zones d'ombrage et pergolas dans la cour, changement menuiseries	31 670€	38 000€
Crèche Robin des bois	Travaux de confort d'été : zones d'ombrage dans la cour, stores, ombrières	31 700€	38 000€
Halte-garderie Mowgli	Sécurisation de la terrasse	10 800€	13 000€
Crèche Louise Guiraud	Création d'une ouverture dans la section des bébés	833€	1 000€
Crèche Agropolis	Travaux préparatoires au chantier citoyen	6 700€	8 000€
Halte-garderie Chamson	Pose ventilateurs et clôture cour	4 200€	5 000€
Halte-garderie la Coupole	Remplacement table de change, rénovation bureau de la directrice	8 700€	10 400€
Halte-garderie les Chats bottés	Rénovation partielle de la cour	1 700€	2 000€
Halte-garderie les Coquelicots	Rénovation bureau	6 700€	8 000€
Halte-garderie Ile au trésor	Travaux de confort d'été : zone d'ombrage dans la cour et pose ombrière	12 500€	15 000€
Halte-garderie Pitchot Nanet	Rénovation section grands, salle de change, installation lave-vaisselle,	13 400€	

	peinture grilles extérieures		16 000€
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Rénovation partielle des peintures	1 600€	1 900€
RAM Antigone	Changement des menuiseries et rénovation des peintures	12 500€	15 000€
Divers établissements	Sécurité réglementaire	25 000€	30 000€
Divers établissements	Travaux imprévus	48 000€	57 600€

Afin de ne pas entraver la continuité du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2017 durant la période de fermeture des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux,
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, Chapitre 906,
- De solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents, notamment auprès de la Caisse d'Allocations Familiales,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques,
Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Anne
BRISAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT
JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI,
Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex
LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal
MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline
NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène
SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL
KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à
Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné
pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL
ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte
ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à
Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy
CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick
VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier est située au cœur du terroir de l'AOC Languedoc et s'engage depuis de nombreuses
années pour la promotion du vin.

La Ville de Montpellier exploite d'ailleurs son propre vignoble sur 12 ha au Mas Nouguier ancien mas viti-
cole du XVIIe siècle. « La Cuvée M » a obtenu l'appellation Grès de Montpellier en 2014.

Dans le cadre de sa manifestation intitulée « les Estivales de Montpellier », organisée avec le Syndicat des
Vignerons de l'AOC Languedoc, la Ville a à cœur de faire connaître au plus grand nombre, aux montpellié-
rains comme aux visiteurs, la qualité et la variété de notre vignoble. Le succès et la fréquence de cette mani-
festation ont conduit la Ville de Montpellier à vouloir établir un partenariat durable avec les acteurs du
monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc en particulier.

Les Estivales de Montpellier réunissent 15 à 20 000 personnes sur l'Esplanade Charles de Gaulle chaque
vendredi soir de l'été. Elles sont devenues le rendez-vous incontournable des montpelliérains mais égale-
ment des touristes venus à la découverte de notre région. Montpellier s'affirme ainsi comme porte drapeau
de la viticulture régionale de qualité.

30 à 40 viticulteurs différents (environ 150 domaines au total sur l'été), sélectionnés après une dégustation à l'aveugle organisée au Mas de Saporta chaque année au mois de mai, sont présents le vendredi et bénéficient ainsi d'une vitrine populaire.

Soutien à l'économie locale, les Estivales de Montpellier ce sont aussi une trentaine d'artisans locaux qui présentent leurs créations au public et bien entendu les traiteurs et producteurs qui régalent les papilles des visiteurs. Enfin cette manifestation permet de se retrouver dans une ambiance conviviale en écoutant un groupe local ou en esquissant quelques pas de Swing, Tango ou Salsa lors de sessions animées par des écoles ou associations du grand Montpellier.

La présente convention précise les conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation de l'édition 2017 des Estivales de Montpellier qui se déroulera sur 7 vendredis soirs en juillet et août.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation des Estivales 2017
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Ville - Syndicat AOC Languedoc - Estivales 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Tarifs 2017 pour la Ville de Montpellier : Maison des Chœurs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La redevance d'occupation du domaine public correspond à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine Municipal.

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4h	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4h	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + Salles de répétition)	Session de 4h	1 250 €	60 €
Cautionnement			
Caution pour tout espace loué	U		1 530 €
Refacturation de mise à disposition d'un agent			
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/ heure		30 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette modification des tarifs votés lors de la séance du 18 mai 2017 ;
- De préciser qu'ils seront applicables au 22 mai 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'occupation temporaire

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- PARTENARIAT SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	STAGES D'ECHECS	1 700 €
967	MUC HANDBALL	Projet	STAGES DE HANDBALL	2 000 €

1318	AXE SPORT	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	1 700 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 400 €
2324	ECOLE DES ARTS MARTIAUX CHINOIS	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	1 200 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION 34	Projet	MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
4806	ASC PAILLADE MERCURE	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	3 300 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	400 €
	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 500 €
TOTAL				17 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		20 000 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	HAN MA DANG	800 €
2184	JUDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		460 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		8 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		500 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	COMPETITION RENCONTRES OCCITANES	500 €
6511	THAI BOXING 34 POUR TOUS	Fonctionnement		500 €
TOTAL				30 760 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5575	ASSOCIATION JE PARS A ZART	Projet	L'ETABLI EN GRECE	586 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

o Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Montant
4230	MAISON DE L'ARCHITECTURE	Fonctionnement	2 000 €

4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement	800 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES Espace de vie sociale	Fonctionnement		1 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	MISE EN OEUVRE DE 5 CHANTIERS EDUCATIFS	20 000 €
2190	COLLECTIF YVES DU MANOIR	Fonctionnement		1 000 €
TOTAL				22 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
64	ADAGES Parenthèse	Fonctionnement	10 000 €
64	ADAGES Animation collective Famille	Fonctionnement	5 000 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	Fonctionnement	7 500 €
TOTAL			22 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

2) Modifications d'attributions de subventions :

Par délibération n°2016/157 du 28 avril 2016, la Ville de Montpellier a attribué deux subventions à l'association LUDILANGUES dans le cadre des temps d'activités périscolaires. La structure ne pouvant réaliser entièrement les projets il y a lieu de modifier l'attribution de ces subventions comme suit :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant	Nouvelle attribution
6597	LUDILANGUES	Projet	RACONTE TA VIE EN STOP MOTION	5 200 €	1 900 €
		Projet	DIS-MOI DIX MOTS EN ANGLAIS	8 400 €	6 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la modification d'attribution de subvention indiquée ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 95 846 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique d'attribution de subvention à la Fédération Départementale des

Calandretas de l'Hérault ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type
- Convention Federation Calandreta

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles à titre réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations.

Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 43 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 95 409,50 €.

DATE	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
02/05/2017	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	610	30,5	579,5
04/05/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610	30,5	579,5
05/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Perle de Rosée-magazine Essentiel	315	30,5	284,5
05/05/2017	SALLE PETRARQUE	IMPROMPTU	610	30,5	579,5
06/05/2017	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	2040	51	1989
09/05 au 06/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association FISE	15750	1067,5	14682,5
09 au 31/05/2017	Salle Expo Hall	La Garriga Lengadociana	9630	91,5	9538,5
11/05/2017	SALON DU BELVEDERE	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	315	30,5	284,5
12/05/2017	Salle Jules PAGEZY	Rotary Montpellier Littoral	1630	0	1630
12/05/2017	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610	30,5	579,5
13/05/2017	Salle Jules PAGEZY	La Garriga Lengadociana	1630	51	1579
13/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Association des Sénégalais Mourides de Montpellier	315	30,5	284,5
14/05/2017	Salle de réceptions Grammont	Grandsparrains du Languedoc	3000	102	2898
16/05/2017	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
20/05/2017	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630	51	1579
23/05/2017	SALLE PETRARQUE	Centre européen d'études et recherches en droit et santé	610	30,5	579,5
29/05 au 02/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Compagnie Minibus	1575	0	1575
01/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2040	51	1989
02/06/2017	SALLE PETRARQUE	Association des élèves de l'école internationale Tunon	610	30,5	579,5
02 au 05/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	ECHECS CLUB MONTPELLIER	11500	306	11194
03/06/2017	SALLE PETRARQUE	Magical Events	610	305	305
08/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	Comité d'Organisation Forum Sportif et Culturel - COFSEC	3260	51	3209
08/06/2017	Salle de réceptions Grammont	CHRU de Montpellier	2040	51	1989
08/06/2017	SALON DU BELVEDERE	Association Réduire les Risques	315	30,5	284,5
09/06/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1630	51	1579
10/06/2017	SALLE PETRARQUE	CCPSE	610	305	305
10/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Club sportif des sourds	2040	51	1989
12/06/2017	CENTRE RABELAIS	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	1325	51	1274
12 au 23/06/06/2017	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	7930	396,5	7533,5
12/06/2017	Salle Jules PAGEZY	Ecole Élémentaire JULES SIMON	1630	51	1579
12 au 14/06/2017	SALON DU BELVEDERE	ADOMA	945	472,5	472,5
15/06/2017	SALLE DES RENCONTRES	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	2750	51	2699
18/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Eglise Protestante Unie de Montpellier et Agglomération	3000	102	2898
19 au 30/06/2017	Salle Expo Hall	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France	6420	61	6359
20/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	American Women's Group	450	30,5	419,5
20/06/2017	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'insertion des Handicapés Physiques	2040	51	1989
24/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Club sportif des sourds	2040	51	1989
24/06/2017	SALLE PETRARQUE	Centre Culturel Italien Societa Dante Alighieri	610	30,5	579,5
25/06/2017	Salle de réceptions Grammont	Centre Communautaire et Culturel Juif	3000	1500	1500
27/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450	30,5	419,5
28/06/2017	SALLE PETRARQUE	sesame autisme	610	30,5	579,5
29/06/2017	Salle de réceptions Grammont	amicale des retraités municipaux	2040	51	1989
30/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GROUPE MIAM MIAM SUD	450	250	200
		TOTAL=	101540	6130,5	95409,5

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDJER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

**Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives
-Appel d'offres-**

**Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville
de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les
Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre de « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols pour « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives », conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (Appel d'offres ouvert). Cette consultation porte sur « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives ».

Suite au transfert de compétence survenu au 01/01/2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu attribuer un nombre important de véhicules techniques affectés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses modalités de fonctionnement, le CCAS de Montpellier procède à l'acquisition de cartes prépayées au profit de certains de ses agents qui utilisent leurs véhicules personnels pour effectuer leurs missions de Service Public.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots géographiques et fonctionnels.

Cet accord-cadre est décomposé en 5 lots (*avec des montants estimatifs €H.T. /an*) :

Lot n°1 Fourniture de carburant avec cartes accréditives :

Montpellier Méditerranée Métropole	609 250 €
Ville de Montpellier	350 000 €
CCAS de Montpellier	8 500 €
Pignan	8 380 €
Grabels	12 000 €
Saint-Brès	10 000 €
Lavérune	1 200 €
Pérols	22 200 €

La Ville de Montpellier ne participera pas aux lots n° 2, 3, 4, et 5.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Ville de Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Pérols, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes "Fourniture et livraison de carburant"

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

**Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de
groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication -
Autorisation de signature de la convention et des marchés**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017 dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la Direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, ont décidé de mutualiser leurs achats de prestations de communication.

Les procédures de mise en concurrence impliquent le lancement de procédures adaptées ou d'appels d'offres ouverts pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

Après signature et notification du marché par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation de marchés de prestations de communication ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment les marchés, tel que décrit dans la convention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

**Délibération relative à l'impression et à la diffusion du magazine de
communication interne - Convention constitutive de groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de
Montpellier - Autorisation de signer la convention et le marché**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La direction de la communication est devenue mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} mars 2017, afin de réaliser des économies d'échelles et permettre une réalisation optimale des missions de la direction.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Afin d'en rationaliser le coût, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier ont décidé de mutualiser leur magazine de communication interne « EN COMMUN », son impression et son adresse par voie postale à tous les agents des trois entités.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360

du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Cet accord-cadre est estimé à 56 000 € HT par an (soit 28 000 pour la métropole et 28 000 pour la ville).
Les seuils annuels sont fixés comme suit : minimum 30 000 € HT maximum 90 000 € HT
Sa durée sera de un an à compter de sa notification, reconductible tacitement une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS pour la passation d'un marché d'impression et diffusion du magazine de communication interne ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville chapitre 920 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom de l'ensemble des membres du groupement, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre Radio Nova, la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent leur engagement au sein d'un partenariat tripartite avec RADIO NOVA pour l'année 2017, afin de couvrir quatre temps forts de la politique culturelle métropolitaine et municipale (3 manifestations, listées ci-dessous, concernant exclusivement la Ville de Montpellier) :

Evénements	Coût pour les collectivités en faveur de Radio Nova	Valorisation Radio NOVA
Les expositions municipales Le Carré Ste Anne la Panacée le Pavillon Populaire	Ville de Montpellier : 14 100€ HT	Valorisation : 13 000€ HT
La ZAT Montcalm	Ville de Montpellier : 2 500€ HT	Valorisation : 3 500€ HT
La grande tournée d'été de Nova	Ville de Montpellier : 2 100€ HT	Valorisation à hauteur de 2 500€ HT
TOTAL	18 000€ HT	18 000€ HT

Afin de promouvoir les expositions municipales, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Acheter 6 campagnes de 30 spots de 20s (2200€ HT x 6 = 13200€ HT) pour promotion des expositions 2017 du carré St Anne, de la Panacée et du Pavillon Populaire ;
- Accorder l'exclusivité radio à Nova pour la communication nationale ;
- Apposer le logo Nova sur tout le plan de communication (programme, flyers, affiche, communication web)
- Apposer la signalétique Nova sur le lieu de l'événement (signalétique fournie par Radio Nova)
- Participer aux frais de production des spots à hauteur de 150 €HT le spot (soit 900€ HT pour les 6 campagnes)
- Offrir 10 catalogues par exposition pour alimenter le concours NovaGratos
- Prendre en charge la ligne numéris (environ 500€ HT)
- Prendre en charge environ 20 nuitées à l'hôtel et des déjeuners de l'équipe NOVA
- Autoriser l'occupation du domaine public pour la grande tournée d'été 2017 par un acte ultérieur.

Les engagements réciproques des parties sont détaillés dans la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Radio NOVA ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

Commission éthique de la Ville de Montpellier- modification des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, la Ville de Montpellier a mis en place lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015 une Commission éthique.

Cette Commission éthique a pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnement éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le

renseignement des engagements hors bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;

- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux... ;
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Afin de respecter la parité entre élus de la majorité et élus de l'opposition, la composition de la Commission a été fixée par délibération du 25 février 2016 comme suit :

- Trois représentants de l'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales) ;
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Il est proposé de remplacer à leur demande les représentants élus de la majorité municipale ne disposant pas des disponibilités permettant un fonctionnement fluide et une réunion régulière de cette commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Désigner de nouveaux représentants au sein de la Commission éthique,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus pour représenter le Conseil municipal :

- Thibault RASSAT
- Patrick RIVAS
- Chantal LEVY-RAMEAU

Le collège élu de la Commission Ethique est désormais composé de :

- Thibault RASSAT
- Patrick RIVAS
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Gérard LANNELONGUE
- Clare HART
- Audrey LLEDO

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimés.

Pour : 53 voix

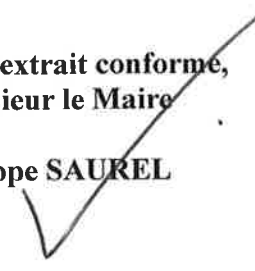
Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Renouvellement 2017-2020 des programmes de mobilité à destination de la
jeunesse: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de
bourses et de frais divers**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse, mises en place avec les Villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, Tibériade et Fès, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains et/ou l'accueil des étudiants internationaux. Certains existent depuis de très longue date et connaissent toujours un vif succès auprès des étudiants.

La Ville de Montpellier permet donc, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles (Louisville, Heidelberg et Chengdu) pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille six jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu et 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade.

La Ville accorde à ces six étudiants :

- le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français,

- Une bourse mensuelle en échange d'un stage pratique au sein de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1.

D'autre part, la Ville de Montpellier a développé deux programmes d'échange en entreprises avec les villes de Louisville (Etats-Unis) et de Sherbrooke (Canada), favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture.

- Depuis 60 ans, le programme d'échange en entreprises permet à 9 étudiants montpelliérains de partir à Louisville, travailler, chaque année, 4 semaines, au mois de juillet, dans une entreprise américaine et que, dans un principe de réciprocité, le même nombre d'étudiants louisvillois sont sélectionnés pour venir travailler dans une structure montpelliéraine (DATRI Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...) durant la même période.
- Depuis 2014, le programme d'échange d'étudiants intitulé « intermunicipalités » se réalise en partenariat entre les villes jumelles de Montpellier et de Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à 3 étudiants montpelliérains et à 3 étudiants Sherbrookoïses d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, entre la mi-juin et la mi-août.

L'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont intégralement à la charge des participants.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem);
- d'autoriser le versement d'une bourse d'étude de 500 euros par mois, pour les six étudiants du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- d'autoriser, à titre exceptionnel, à la demande express des villes jumelles de Bethléem et de Tibériade, la prise en charge du déplacement des étudiants d'origine très modestes ouvrant ainsi les programmes de mobilité à tous;
- d'autoriser le paiement des frais d'inscription des six étudiants dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;
- de signer annuellement une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales (DATRI) en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse du mois suivant;
- d'autoriser la signature d'une convention d'échanges internationaux entre l'Université de Louisville et la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier mettant en place et fixant les conditions d'échange de boursiers;
- de proposer aux étudiants de Louisville et de Sherbrooke participant aux programmes d'échanges en entreprises, un programme d'accueil et d'activité culturelle et touristique à Montpellier et ses alentours;

- d'autoriser le versement d'une « bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité » pour les étudiants montpelliérains sélectionnés participant au programme d'échange en entreprises à Louisville et Sherbrooke, boursiers de l'Etat français sur critères sociaux d'un montant de 400 euros permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont le plus éloignés ;
- de réserver 4 emplois saisonniers à la Ville de Montpellier pendant la période estivale pour les jeunes sélectionnés de Louisville et de Sherbrooke,
- de financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...);
- d'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville (chapitre 920);
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat caution solidaire Crous de Montpellier
- Convention d'échanges internationaux Université de Louisville, Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Autorisation d'appellation d'une crèche en construction dans le quartier de Port Marianne du nom de "Heidelberg" et autorisation d'appellation d'une crèche heidelbergeoise du nom de "Montpellier"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le jumelage avec Heidelberg est l'un des plus anciens de la Ville de Montpellier. L'objectif de cet accord est de développer des échanges dans les domaines universitaires, culturels, sportifs, économiques et urbanistiques. Il existe également de nombreux appariements scolaires entre des établissements montpelliérains et heidelbergeois.

L'année 2016 a été marquée par la célébration du 55ème anniversaire de la relation bilatérale entre Montpellier et Heidelberg, mais également par le 30ème anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg. A cette occasion, M. Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg, a invité officiellement une délégation de Montpellier à venir célébrer cet événement au mois de septembre dernier. Réciproquement, M. le Maire de Montpellier a reçu le Maire de Heidelberg accompagné d'une délégation officielle allemande au mois d'octobre.

Lors de ces rencontres, il a été évoqué la possibilité de nommer une crèche montpelliéraine du nom de « Heidelberg » et réciproquement nommer une crèche heidelbergeoise du nom de « Montpellier ». Au-delà

de ces dénominations, ces établissements seront amenés à développer des échanges pédagogiques, culturels...

Par la réalisation de ce projet, la Ville de Montpellier démontre encore une fois son attachement à la Ville de Heidelberg. Les liens forts qui unissent ces deux villes vont être encore renforcés par des actions en matière d'économie, de tourisme,...

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'appellation « Heidelberg » de la crèche en construction dans le quartier de Port Marianne qui sera inaugurée en 2018 à Montpellier, et d'autoriser l'appellation « Montpellier » d'une crèche en construction à Heidelberg ;
- d'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les

circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexe délib mai 2017.docx

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Renouvellement de la convention de mise à disposition d'agents de la Ville auprès
du COSC**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel.

L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition du COSC pour une durée d'un an, renouvelable deux fois :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des adjoints administratifs

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu à remboursement.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein,
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition auprès du COSC,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur le Conseiller municipal délégué, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

Création et suppressions d'emplois permanents :

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un service commun des Ressources Humaines et Relations Sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole et du rattachement de ce service commun auprès de la Métropole, il est proposé la suppression de 83 postes à compter du 1er mai 2017.

L'un des agents de la Direction des Ressources Humaines affecté sur un poste permanent faisant, préalablement au transfert, l'objet d'un changement de filière, il est en amont procédé à :

La création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe,

La suppression d'un poste d'ATSEM principal de 2ème classe, pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Suppressions de postes liées à la mise en œuvre du service commun des Ressources Humaines et Relations Sociales :

Filière Administrative :

Directeur territorial : suppression d'un poste

Attaché principal : suppression de trois postes

Attaché : suppression de douze postes

Rédacteur principal de 1ère classe : suppression de deux postes

Rédacteur principal de 2ème classe : suppression de huit postes

Rédacteur : suppression de six postes

Adjoint administratif principal de 1ère classe : suppression de trois postes

Adjoint administratif principal de 2ème classe : suppression de vingt et un postes

Adjoint administratif : suppression de quinze postes

Filière Technique :

Ingénieur principal : suppression d'un poste

Ingénieur : suppression de trois postes

Technicien principal de 1ère classe : suppression d'un poste

Filière Médico-Sociale :

Médecin hors classe : suppression de deux postes

Médecin de 2ème classe : suppression d'un poste

Psychologue de classe normale : suppression de deux postes

Filière Sociale :

Assistant socio-éducatif principal : suppression de deux postes

Créations d'emplois saisonniers non permanents :

Au regard des impératifs de fonctionnement des services et pour pallier les absences d'agents titulaires pendant la période estivale 2017, 172 emplois non permanents sont créés.

Les intéressés percevront une rémunération afférente au 1er échelon de l'échelle C1 et correspondant aux indices brut 347 et majoré 325, complétée de l'indemnité de résidence et, le cas échéant, du supplément familial de traitement.

Cette rémunération sera versée au prorata du temps de présence effective de l'agent. Aucune prime ou indemnité ne sera versée en complément.

En conséquence, vu la consultation préalable du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications exposées ci-dessus au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver les créations d'emplois saisonniers non permanents ;
- d'approuver les modalités de rémunération de ces emplois saisonniers, excluant le régime indemnitaire applicable aux agents municipaux.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de
cotisations RAFP**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique en faveur des fonctionnaires est un régime obligatoire créé par l'article 76-1 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et fixé par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004.

Ce régime permet le versement, en plus de la pension principale, d'une prestation additionnelle de retraite prenant en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires au cours de leur période d'activité.

Les modalités de régularisation des cotisations relatives à la RAFP sont précisées par lettre circulaire du 17 mai 2005 : « *il n'existe en principe aucune limite impartie aux employeurs pour procéder à un versement de cotisations rattachables à une rémunération accessoire correspondant à des services rendus au cours d'années antérieures.* ».

Cependant, aux termes de l'article 1er de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 « *Sont prescrites, au profit de l'État, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. Sont prescrites, dans le même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public.* »

Toutefois, l'article 6 de la loi précitée prévoit que les créanciers des communes, entre autres, peuvent être relevés de tout ou partie de la prescription, « *à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier* », par délibérations motivées prises par le conseil municipal.

Madame Christiane CONTE, agent détaché auprès des Maisons Pour Tous de 2001 à 2008, n'a pas cotisé auprès de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique sur la période de 2005 à 2008.

En l'espèce, les cotisations non versées sont prescrites en application de la règle posée à l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 et la créance du régime de RAFP à l'égard de la commune est éteinte.

Afin de permettre la prise en compte dans le calcul de la retraite additionnelle des années d'activités effectuées de 2005 à 2008 par Madame Christiane CONTE, il est proposé la levée de prescription quadriennale et le paiement auprès de la Caisse des dépôts et consignations des cotisations salariales et patronales pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la levée de prescription quadriennale afin de permettre le paiement des cotisations salariales et patronales de Retraite Additionnelle au profit de Madame Christiane CONTE pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes),
- d'autoriser Monsieur le Maire à émettre le mandat de paiement correspondant,
- de demander à Madame la trésorière municipale d'exécuter le paiement,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DÉMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Création d'une vacation de conférencier dans le cadre de l'Agora des Savoirs
Direction de la Culture et du Patrimoine**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

L'Agora des Savoirs, manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche, mise en place en 2009, propose des conférences gratuites ouvertes à tous.

Chaque saison débute le premier mercredi de novembre et s'achève fin mai, début juin. Les conférences ont lieu chaque mercredi soir.

Les conférenciers intervenants dans le cadre de l'Agora des Savoirs n'ont pas tous un statut permettant à la Direction de la Culture et du Patrimoine de rémunérer les interventions par l'établissement de notes d'honoraires ou de factures.

Il est en conséquence proposé de prévoir une nouvelle possibilité de rétribution de ces interventions en créant une vacation de conférencier.

Le montant de la vacation des conférenciers sera établi sur la base d'un forfait par conférence le mercredi

soir.

Chaque vacation réalisée sera rétribuée à hauteur de 500 euros nets, la Ville s'acquittant en outre des cotisations salariales et patronales afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation des conférenciers de l'Agora des Savoirs et les dispositions présentées ci-dessus,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

Code général des collectivités territoriales :

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Création d'une vacation projectionniste pour le Cinéma Nestor Burma
Direction Culture et Patrimoine**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Afin d'assurer la continuité du service public et plus particulièrement du fonctionnement et de la programmation du Cinéma Nestor Burma, il est nécessaire de faire appel ponctuellement à des vacataires pour exercer les fonctions de projectionniste.

Il est proposé de créer une vacation projectionniste dont le montant sera établi en référence au 5^{ème} échelon du grade d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe (IB 445 – IM 391) sur la base d'1/152^{ème} du traitement indiciaire et de l'indemnité de résidence et qui sera revalorisé en fonction de la valeur du point de la fonction publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création d'une vacation projectionniste et les dispositions présentées ci-dessus,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Claire HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Astreinte Brigade de capture - Modalités d'exercice

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 sont fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

La délibération du 6 octobre 2009 a mis en œuvre l'astreinte de la Brigade de capture au sein de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, qui s'organise autour d'agents de surveillance de la voie publique sélectionnés sur la base du volontariat et ayant suivi la formation spécifique.

La délibération prévoyait que chaque semaine un agent puisse être placé en astreinte semaine et qu'en cas d'intervention programmée ou d'urgence un second agent puisse intervenir en astreinte journée ou nuit pour assurer ces missions.

Au regard des réalités opérationnelles de terrain et de la sensibilité des interventions, il apparaît nécessaire d'étendre l'astreinte semaine à deux agents.

En conséquence et suite à l'avis du Comité technique du 26 avril 2017 la délibération du 6 octobre 2009 est modifiée comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Surveillance de la voie publique et de l'environnement urbain – Brigade de capture	Adjointes techniques territoriaux Agent de maîtrise	Semaine complète (2 agents par semaine)	Capturer animaux errants et dangereux

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 6 octobre 2009,
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 18 mai 2017**

Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour les achats de produits
d'épicerie sucrée salée.
7B0010**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits d'épicerie sucrée salée dans le cadre des manifestations publiques organisées par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°7B0010) a été lancée, en date du 27 janvier 2017, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bon de commande), pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix des prestations et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société SOPRODIS, 371, avenue du Marché Gare, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de produits d'épicerie sucrée (n° 7B0010) » à l'entreprise SOPRODIS, pour un montant total maximum de commandes de 85 000.00 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.03.2017
Monsieur le Premier adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement d'adhésion du Parc de
Lunaret aux réseaux professionnels de
Conservation in situ des espèces animales
menacées pour l'exercice 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la Directive européenne 1999/22/ CE du 29 mars 1999, appelée « Directive Zoo », retranscrite par l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/13 en date du 17 février 2014.

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont ainsi encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées, mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ)
- La municipalité n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative.
- L'adhésion à ces associations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

Décide en conséquence :

- De renouveler son adhésion aux associations de conservation « in situ » et de fixer le montant total des cotisations pour l'exercice 2017 de manière suivante :

CHAPITRE	NATURE	NOM DE L ORGANISME	MONTANT
928	6281	Cikananga Conservation Breeding Center	1500 euros
928	6281	AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2000 euros
928	6281	Cheetah Conservation Fund	2500 euros
928	6281	Helpsimus	1500 euros
928	6281	Sahara Conservation Fund	2000 euros
928	6281	Save the Rhino International	2500 euros
928	6281	Namibia Nature Foundation	1500 euros
928	6281	TOTAL	13500 EUROS

- Que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la ville de Montpellier – Direction Parc de Lunaret ; ligne de crédit 22784, chapitre 928 ;
- Que Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.03.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 05.04.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Réhabilitation des écoles Louis Figuiet - Victor
Hugo
Mission d'ordonnancement, pilotage et
coordination
Marché n° 5B0043
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier l'article 27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2015/0270 du 8 juillet 2015 relative à l'attribution du marché n° 5B0043 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiet – Victor Hugo / Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au marché 5B0043 ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif au marché 5B0043 ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter les écoles Louis Figuiet – Victor Hugo ;
- Que pour cela, un marché n° 5B0043 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiet – Victor Hugo / Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination » a été lancé ;
- Que par décision n° 2015/0270 du 8 juillet 2015, ce marché n° 5B0043 a été attribué à la SARL ARTEBA pour un montant de 64 995 € H.T. ;
- Que l'enveloppe financière initiale des travaux était fixée à 1 120 000 € H.T. Des prestations complémentaires ont dû être réalisées. Les prestations complémentaires qui en découlent nécessitent une révision du phasage de chantier et une planification complémentaire en phase de conception et des activités à surveiller plus conséquentes, en phase de travaux ;
- Le coût prévisionnel définitif des travaux a donc été porté à 1 345 500 € H.T. ;
- Qu'en conséquence, un avenant d'un montant de 5 735,61 € H.T. est nécessaire. Il porte le montant du marché de 64 995 € H.T. à 70 730,61 € H.T, soit une augmentation de 8,82 % par rapport au montant initial du marché ;
- Que ces missions complémentaires demandent un délai supplémentaire pour leur exécution portant la date de fin du marché au 1 septembre 2017 au lieu du 9 mars 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 5B0043 « Réhabilitation des écoles Louis Figuiier – Victor Hugo / Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination », avec l'entreprise ARTEBA, d'un montant de 5 735,61 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Fonction 902213 - Nature 2313 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22.03.2017
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Aménagement Programmation
Service Formes Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC de la Restanque
Parcelle OK 95
Convention de participation entre la Ville/SCI
PRO I/SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30/03/2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal en date du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016,
- Vu l'arrêté donnant délégation à Stéphanie JANNIN , Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable.

Considérant :

- Que SCI PRO I, représenté par Monsieur Thierry CHAIX, gérant, souhaite réaliser un projet d'extension de bureaux ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, SCI PRO I et SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, la parcelle cadastrée section OK95, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 808 m² SDP de bureaux

- Calcul du montant estimé de la participation : Base de calcul 150 €/m² SDP (valeur année 2016)

Montant total : 150 x 808 = 121 200 €

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, SCI PRO I et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26.03.2017
Madame la Adjointe au Maire
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Achat de matériel d'imagerie médicale
vétérinaire mobile pour le Parc de Lunaret
Marché n° 7B0008**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le Parc de Lunaret ne possède pas de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile et que celui-ci s'avère nécessaire pour le suivi médical des animaux du parc ;
- Qu'il y a donc lieu de procéder à l'achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile, référencé Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le Parc de Lunaret 7B0008 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée de 3 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix (40%), valeur technique (60%);
- Qu'après analyse, l'entreprise MSI-FAS sise 37, rue du Bois Chaland-ZI du bois chaland-bâtiment 5 E-91090 LISSES présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;
- Qu'après analyse, l'entreprise MSI-FAS sise 37, rue du Bois Chaland-ZI du bois chaland-bâtiment 5 E-91090 LISSES présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les deux lots du marché relatif à l'achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile, n° 7B0008 à l'entreprise MSI-FAS sise 37, rue du Bois Chaland - ZI du bois chaland-bâtiment 5 E- 91090 LISSES pour un montant total de commande sans minimum et maximum de 40 400 € hors taxe annuel pour une durée de trois mois. Soit pour le lot n°1 un montant maximum de 7.600 euros HT et pour le lot n°2 un montant maximum de 32.800 euros HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget Direction du Parc de Lunaret de la Ville, chapitre 908;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.04.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 10.04.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Diffusion de documents de communication
pour la Direction de la Culture et du
Patrimoine
Marché public n°7B0009**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville doit diffuser les documents de communication relatifs à l'activité de la Direction de la Culture et du Patrimoine ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 12 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (50%) et le prix (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Ca C Fait.com, 73 rue du 56^{ème} Régiment d'Artillerie, 34070 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de diffusion de documents de communication pour la Direction de la Culture et du Patrimoine à l'entreprise Ca C Fait.com, pour un montant de 25 000 euros HT maximum ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.03.2017
Madame la Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Achat de pommes pour les animaux du zoo de Lunaret - Marché n° 6B0132

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'acheter certains types d'aliments, en l'occurrence des pommes, pour nourrir les animaux du zoo ;
- Qu'il est nécessaire de faire appel à un prestataire extérieur ;
- Qu'en conséquence, un marché public a été lancé sous la référence 6B01032 « Achat de pommes pour les animaux du zoo de Lunaret » ;
- Que les critères de jugement des offres étaient le prix pour 50% et la valeur technique pour 50% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres du 09 février 2017 que l'entreprise BARRAL PRIMEUR sise, 281 Avenue du marché gare-34070 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- De retenir l'offre de l'entreprise BARRAL PRIMEUR sise, 281 Avenue du marché gare - 34070 Montpellier pour un montant minimum annuel de 5.000 € HT et un montant maximum annuel de 10.000 € HT, La durée initiale du marché est de 1 an reconductible 3 fois portant la durée maximale du marché à 4 ans. Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction ;

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier-Direction Parc de Lunaret- Chapitre 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché avec l'entreprise titulaire et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.04.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 10.04.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Achat d'aliments (viande fraîche et œufs) pour
les animaux du zoo - Marché n° 6B0157**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'acheter certains types d'aliments pour nourrir les animaux du zoo notamment de la viande fraîche et des œufs ;
- Qu'un marché public de fournitures a donc été lancé sous la référence 6B0157 « Achat de viande fraîche et œuf pour les animaux du zoo de Lunaret » ;
- Que les critères de jugement des offres étaient le prix pour 50% et la valeur technique pour 50% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres en date du 09 février 2017 que la société PASSION FROID GROUPE POMONA sise 3214 route de Montpellier- marché gare- 30941 Nîmes cedex 01, unique candidat, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De retenir l'offre de la société PASSION FROID GROUPE POMONA sise 3214 route de Montpellier- marché gare-30941 Nîmes cedex 01 pour un montant minimum de 5.000 € HT annuel et un montant maximum de 20.000 € HT annuel ; la durée initiale du marché est de 1 an

renouvelable 3 fois soit une durée maximale du marché de 4 ans. Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction ;

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier- Direction Parc de Lunaret – Chapitre 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché avec l'entreprise titulaire et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.04.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 10.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

155

Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier
19 rue Lallemand
Autorisation de signer le contrat de location**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particuliers les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n°2104/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des bâtiments situés 19 rue Lallemand à Montpellier, comprenant notamment, un bâtiment d'un étage sur rez de chaussée, d'une superficie de 70 m², affecté à des activités en lien avec la vie du quartier ;
- Que par décision n°D2017-2 du 11 janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier les locaux pré-cités.

Décide en conséquence :

- De louer par contrat de location à Montpellier Méditerranée Métropole, le local cité ci-dessus, destiné à accueillir les associations du quartier pour qu'elles y exercent leurs activités, moyennant un loyer annuel de 8 308 euros hors charges ;
- Que ce contrat de location est conclu pour une durée de 1 an à compter de la date de sa signature ;
- Que le montant du loyer annuel est prélevé à la nature 6132 920 200 ;

.../...

- Que le contrat de location sera annexé à la présente décision ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 . 03 . 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05 . 04 . 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour les prestations de
service de pressing et blanchisserie.
(6B0159)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de service de pressing et blanchisserie pour un usage intensif dans le cadre des manifestations publiques organisées par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°6B0159) a été lancée, en date du 21 novembre 2016, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bon de commande), pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres du lot n°1 (*Nettoyage d'articles textiles ordinaires*) étaient les suivants : 50 % pour le prix des prestations et 50% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société JBL PRESSING, 17, Boulevard Louis Blanc 34000 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse pour le lot n°1 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*Prestations de service de pressing et blanchisserie de qualité supérieure pour vêtements protocolaires*) étaient les suivants : 30% pour le critère prix, 30% pour le critère test et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société JBL PRESSING, 17, Boulevard Louis Blanc 34000 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse, pour le lot n°2 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre « Prestations de service pressing et blanchisserie (n° 6B0159) » à l'entreprise JBL PRESSING
 - Pour le lot n°1, pour un montant total maximum de commandes de 25 000.00 € H.T.
 - Pour le lot n°2, pour un montant total maximum de commandes de 60 000.00 € H.T.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 611, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.03.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 06.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour les achats de vélos et
pièces d'origine de rechange.
N° 6B0155**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté N°A-2017/122 du 21 mars 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vélos et pièces d'origine de rechange dans le cadre des manifestations publiques organisées par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°6B0155) a été lancée, en date du 8 décembre 2016, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 (Accord Cadre à bon de commande), pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres du lot n°1 (*VTT*) étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société E-BIKE SOLUTIONS/VELODROME, 9 rue du Viaduc, 26150 DIE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse pour le lot n°1 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*VAE*) étaient les suivants : 40 % pour le prix des prestations et 60% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société E-BIKE SOLUTIONS/VELODROME, 9 rue du Viaduc, 26150 DIE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse, pour le lot n°2 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre « Achat de vélos et pièces d'origine de rechange (n° 6B0155) » à l'entreprise E-BIKE SOLUTIONS/VELODROME
 - o Pour le lot n° 1, pour un montant total maximum de commandes de 40 000.00 € H.T. pour la durée du marché qui est de 4 ans ;
 - o Pour le lot n° 2, pour un montant total maximum de commandes de 40 000.00 € H.T. pour la durée du marché qui est de 4 ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnements et investissements de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre «Achat de vélos et pièces d'origine de rechange (n° 6B0155) » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 25.04.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Contentieux
Monsieur HERAN
Recours au fond relatif à l'occupation
irrégulière des rues du Latium et des Horaces
Demande d'expulsion**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

Considérant :

- Que Monsieur HERAN occupe irrégulièrement les rues des Horaces et du Latium ;
- Que la Commune entend libérer lesdites emprises ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.03.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 05.04.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Don du fonds d'archives de la famille Gallix
Acceptation du don pour les Archives
Municipales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que Vincent Gallix, architecte, est en possession d'archives personnelles et professionnelles de ses père et grand-père, Edouard et Marcel Gallix, eux-mêmes architectes à Montpellier, ainsi que d'autres documents ayant un intérêt pour l'histoire de la Ville :
 - Marcel Gallix (1880-1972) : archives personnelles et professionnelles (1897-1972) ;
 - Edouard Gallix (1923-2004) : archives professionnelles et archives liées à son engagement dans la Résistance (1937-1995) ;
 - Denise Balmayer, épouse Edouard Gallix (1925-) : archives d'étudiante en architecture (ca.1940-1945) ;
 - Louis Gallix (1838-1927) : récit de campagne franco-prussienne (1870-1871) ;
 - Jean Louvrier (1870-1926) : photographies de Montpellier à la fin du XIXe siècle.
- que Vincent Gallix souhaite faire don ces archives à la Ville de Montpellier afin qu'elles puissent être communiquées en salle de lecture des Archives municipales à tout chercheur qui en fera la demande ;

Décide en conséquence :

- d'accepter le don de ces archives ;
- de les confier aux Archives de la Ville pour assurer leur conservation et leur communication auprès des chercheurs en salle de lecture ;

.../...

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.03.2017

Madame la Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Cœur
Service Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché de prestations intellectuelles à bons de
commande**
**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur
les actions de la Ville en faveur de la mise en
valeur du patrimoine**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études, de diagnostics ou d'inventaires, pour l'instruction de dossiers droits des sols, l'instruction de dossiers de subvention (ravalement, devantures commerciales), et apporter une assistance technique et administrative aux pétitionnaires ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée d'un an, reconductible deux fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique de l'offre 60% : exprimée sous la forme d'un mémoire technique noté sur 60 points exposant les compétences et références, évaluées comme suit
 - Moyens humains et matériels adaptés et dédiés (dont disponibilités pour études de terrain et permanences à la mission Grand Cœur) : 15 points (moyens humains 12 points, moyens matériels 3 points)
 - Note méthodologique relative aux missions à accomplir : 30 points.
 - Cas pratique : 15 points (3 points pour chacun des 5 cas pratiques)
 - 2- Prix 40% (K= 7) ;

- Qu'après analyse, le groupement conjoint Serge AIMETTI (architecte mandataire – 27, rue des Cèdres, 34830 Jacou) – Cédric COUISSIN – Luc NEPLES – Caroline ROCHETTE présente l'offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°6C00282850 d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif aux actions de la Ville en faveur du patrimoine au groupement conjoint Serge AIMETTI – Cédric COUISSIN – Luc NEPLES – Caroline ROCHETTE, pour un montant minimum de 60°000.00 € H.T et maximum de 207 000.00 euros HT (toutes reconductions comprises) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitres 928 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03/05/2017
Madame l'Adjointe au Maire
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 04/05/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ BOUSQUET Gérard -
SCI MEDITERRANEE
Décision de défendre - POURVOI EN
CASSATION
Dossier PE 34172 09V0040
Dossier PE 34172 11V0123
Dossier PE 34172 09V0007

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. BOUSQUET Gérard et la SCI Méditerranée ont réalisé des travaux sans autorisation administrative au n°4 rue des Ecoles Centrales et au n° 3 rue Germain ;
- Que par jugement correctionnel n° 10139000086 du 11/02/2015 M. BOUSQUET Gérard et la SCI Méditerranée ont été déclarés coupables des faits reprochés ;
- Que ce jugement a été confirmé par l'arrêt de la 3^{ème} chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Montpellier n°1103 du 12/07/2016 ;
- Que M. BOUSQUET Gérard et la SCI Méditerranée ont introduit un pourvoi en cassation référencé n° S 1685455 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. LYON-CAEN THIRIEZ devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.03.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ TAMIATTO

**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
de déclaration préalable n° DP 34172 16 01258.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 19/12/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par ORANGE, visant à installer une antenne de téléphonie mobile, 29 rue Lakanal ;
- Que M. TAMIATTO a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 20/02/17 sous le n° 1700796-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.03.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 05.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Assistance technique à la mise en œuvre d'une
organisation optimisée de la fonction entretien
des locaux municipaux de la Ville de
Montpellier - Marché 6B0020 - Avenant**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision N°2016/0152 attribuant le marché n° 6B0020 - Assistance technique à la mise en œuvre d'une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux de la Ville de Montpellier au groupement INCF/CONFORM', pour un montant compris entre 20 000€ et 80 000€ HT par an et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'approbation d'un avenant n°1 au marché N°6B0020, relatif au transfert du contrat de la société INCF à la société IPH pour les motifs suivants : dissolution d'INCF, suite à un différend entre les associés par protocole d'accord acté par le Tribunal de commerce de Toulouse le 11/01/2017, et reprise de l'activité formation / conseil Hygiène par la nouvelle société IPH.

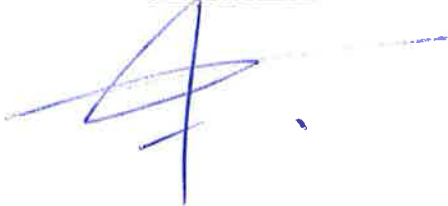
Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 et de transfert du marché « Assistance technique à la mise en œuvre d'une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux de la Ville de Montpellier » à l'entreprise IPH.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 617 chapitre 920.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/04/2017
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 20/04/2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Finances (VM)
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10
millions d'euros auprès d'ARKEA**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions sont arrivées ex-aequo et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 M€ chacune, qui répondent le mieux à notre demande, aux conditions ci-après indiquées pour ARKEA :

Montant :	10.000.000 euros (dix millions d'euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	à la date de signature du contrat
Taux applicable :	TI3 mois flooré à 0
Marge applicable :	TI3M +0.50% (au 21/02/2017 : -0.3255 % +0.50% = 0.50%)
Base de calcul :	Exact / 360
Règlement des intérêts :	Trimestriellement à terme échu sans capitalisation
Commission d'engagement :	0.07%
Commission de non utilisation :	Néant
Frais de dossier :	Néant
Montant minimal de Tirage :	10 000 euros

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec ARKEA aux conditions définies ci-dessus ;

.../...

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 3 avril 2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 07.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Mise en place d'une ligne de trésorerie de 10 millions d'euros auprès de la SOCIETE GENERALE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 en date du 17 mars 2017 donnant délégation à M. Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions sont arrivées ex-aequo et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 M€ chacune, qui répondent le mieux à notre demande, aux conditions ci-après indiquées, pour la SOCIETE GENERALE :

Montant :	10.000.000 euros (dix millions d'euros)
Durée :	12 mois
Date d'effet du contrat :	à la date de signature du contrat
Taux applicable :	EUR 1 mois flooré à 0
Marge applicable :	EUR 1 mois +0.45%
	(au 21/02/2017 : -0.3712 % + 0.45% = 0.45%)
Base de calcul :	Exact / 360
Règlement des intérêts :	Mensuellement à terme échu sans capitalisation
Commission de confirmation :	0.06 %
Commission de non utilisation :	Néant
Forfait de gestion :	1 500 euros
Montant minimal de Tirage :	500 000 euros

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'une ligne de trésorerie avec la SOCIETE GENERALE aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 14 AVR. 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 AVR. 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Actu Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Urbanisme Opérationnel
Service Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MISSION GRAND COEUR
Droit de Prémption urbain
propriété SAUREL
7 Boulevard du Jeu de Paume
Exercice du droit de prémption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu les délégations accordées à Monsieur le président par le conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de prémption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de prémption urbain et du droit de prémption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Monsieur le maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté n° A 2017/170 en date du 17 mars 2017 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, adjointe au maire déléguée à l'urbanisme et l'aménagement durable ;
- Vu les articles L.210-1 à L.213-18 et R.213-4 à R.213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Montpellier approuvé par arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;

- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du conseil municipal du 26 juin 2003 ;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du conseil municipal du 10 mai 2006 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 15 mars 2017.

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 8 février 2017, Monsieur Claude SAUREL a déposé une déclaration d'intention d'aliéner des locaux à usage commercial, constituant les lots 9, 10 et 2 de la copropriété située 7 Boulevard du Jeu de Paume et 12 rue Alexandre Cabanel, cadastrée section HV 324 et 326, au prix de 280 000 € plus 20 000 € de commission d'agence ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du conseil municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Nouveau Montpellier Grand Cœur » ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L.300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du conseil municipal du 26 juin 2003 ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance,

Décide en conséquence,

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Claude SAUREL, située 7 Boulevard du Jeu de Paume et 12 rue Alexandre Cabanel, cadastrée section HV 324 et 326, au prix de 280 000 € plus 20 000 € de commission d'agence ;
- que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le - 3 AVR. 2017
Madame la Adjointe au Maire

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 07.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Urbanisme Opérationnel
Service Foncier Opérationnel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété de la SCI ELNA 2
14 rue Aristide Ollivier, lots 9 et 11
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le conseil municipal à Monsieur le maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu les délégations accordées à Monsieur le président par le conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté n° A 2017/170 en date du 17 mars 2017 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, adjointe au maire, déléguée à l'urbanisme et l'aménagement durable ;
- Vu les articles L.210-1 à L.213-18 et R.213-4 à R.213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du conseil municipal du 7 octobre 2013 ;

- Vu l'estimation des services fiscaux du 2 mars 2017,

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 5 janvier 2017, la SCI ELNA 2 a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un local à usage commercial avec cave, constituant les lots 9 et 11 de la copropriété située 14 rue Aristide Ollivier, cadastrée section HM 273, au prix de 53 000 € ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier se traduit, en application de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du conseil municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013-2020" ;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers, pour faire respecter les dispositions des baux commerciaux, d'être en mesure d'exercer un contrôle sur la nature et la qualité des activités en cas de cession du droit au bail, de commercialiser ou de mettre en place des projets novateurs en cohérence avec le développement commercial du secteur en cas de vacance ;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence,

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI ELNA 2, située 14 rue Aristide Ollivier, cadastrée section HM 0273, au prix de 45 000 € ;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R.213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- d'autoriser Monsieur le maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le - 3 AVR. 2017

Madame la Adjointe au Maire

Stéphanie JANNIN

Publiée le : 07.01.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché Public n° 7B0024
Prestation d'entretien d'espaces verts par éco
pâturage

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014 / 135 modifiée donnant délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire,

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite mettre en place une prestation d'entretien de 2 parcs de la ville par écopâturage ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27,78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché, à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande pour une durée de 4 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - *valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%*
 - *prix des prestations : 40%*
- Qu'après analyse, l'entreprise ECOZOONE sise 59, route de Linselles 59166 Bousbecque a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les 2 lots :
 - lot 1 « entretien d'espaces verts par écopâturage au parc Malbosc »
 - lot 2 « entretien d'espaces verts par écopâturage agriparc du Mas Nouguier.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché «*entretien d'espaces verts par écopâturage* » à l'entreprise ECOZOONE :
Lot 1 : « Entretien d'espaces verts par écopâturage au parc Malbosc » pour un montant maximum de 60 000 € HT et une durée de 4 mois ;

Lot 2 : « Entretien d'espaces verts par écopâturage à l'agriparc du Mas Nouguier » pour un montant maximum de 25 000 € HT et une durée de 4 mois ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 928 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14. du . 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 27. du . 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX

Madame SAAD GUERMECH Demande de reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame SAAD GUERMECH a été victime d'un accident dans le cadre de son travail et souhaite faire reconnaître par le T.A.S.S la faute inexcusable de l'employeur ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.04.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 26.04.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX

Monsieur Serge KOCIAK

Appel contre le jugement du 15 novembre 2016

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté le 15 novembre 2016 la requête de Monsieur KOCIAK contre l'arrêté du maire du 26 mai 2015 accordant une terrasse à Monsieur PAULET ;
- Que Monsieur KOCIAK interjette appel de ce jugement (n°17MA00668) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 . du . 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 26 . du . 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

CONTENTIEUX

Madame Cécile JOURDAN

**Arrêté du 28 septembre 2016 lui infligeant un
blâme**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame JOURDAN conteste (instance n°1605937) le blâme qui lui a été infligé par arrêté du 28 septembre 2016 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville : chapitre 920 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 . du . 2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 26 . du . 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction des Finances
Création d'une régie de recettes " Taxe de
Séjour "**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 24 mars 2017,
- Vu l'arrêté n°A-2017/122 du 21 mars 2017 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances

Considérant :

Que pour une meilleure gestion de la Taxe de Séjour, il convient de créer une régie de recettes.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est institué une régie de recettes « Taxe de Séjour » auprès de la Direction des Finances
- Que, article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Finances, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.
- Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants :
 - Paiement de la Taxe de séjour
- Que, article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire,
 - Chèques,
 - Carte bancaire,
 - Virements,
 - Internet (paiement en ligne)

Elles sont perçues contre remise à l'usager de reçus émanant du logiciel utilisé.

- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

- Que, article 6, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 150 000 €.
- Que, article 7, un fond de caisse d'un montant de 150 € est mis à disposition du régisseur.
- Que, article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.
- Que, article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que, article 12, Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07.04.2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 07.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Maisons Pour Tous M. Pagnol et A. Camus
Mise en accessibilité
Marché public n° 6D0043**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/122 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de mettre en conformité accessibilité les Maisons pour Tous Marcel Pagnol et Albert Camus ;
 - Qu'en conséquence, une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6D0043 « Maisons Pour Tous M. Pagnol et A. Camus - Mise en accessibilité ».
- Le marché est alloti en 7 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	VRD-Démolition - Gros œuvre/ Maçonnerie/ Plâtrerie
2	Menuiseries extérieures et intérieures bois
3	Serrurerie
4	Plomberie VMC Chauffage
5	Courant fort - Courant faible - SSI
6	Peinture - Signalétique - Sols souples
7	Elévateur

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 5 mois) ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu dans sa séance du 28 février 2017, a considéré comme économiquement les plus avantageuses les offres de :

<i>L o t s</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	VRD-Démolition - Gros œuvre/ Maçonnerie/ Plâtrerie	SARL LE MARCORY	Agence Clermont 1, avenue de Montpellier 34800 Clermont l'Hérault
2	Menuiseries extérieures et intérieures bois	ATELIER DUCROT	630, rue des Fournels 34400 LUNEL
3	Serrurerie	TECHNICFER	159, Rue du Mas de Bringaud 34070 MONTPELLIER
4	Plomberie VMC Chauffage	CHARMILLON SARL	Z.I. du Sud 4, rue de la Prade 34880 Lavérune
5	Courant fort - Courant faible - SSI	SNEF	81 rue salaison ZI de Fréjorgues Est 34130 Mauguio
6	Peinture - Signalétique - Sols souples	JLC Peinture	37, boulevard de la Perruque Parc des Bruyères – Bâtiment 1 34070 Montpellier
7	Elévateur	EURL MIDILEV	24, route de Toulouse 81710 Saix

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du n° 6D0043 « Maisons Pour Tous M. Pagnol et A. Camus - Mise en accessibilité » ainsi :

<i>L o t s</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Montant (en € H.T.)</i>
1	VRD-Démolition - Gros œuvre/ Maçonnerie/ Plâtrerie	LE MARCORY	120 880,00
2	Menuiseries extérieures et intérieures bois	ATELIER DUCROT	23 967,50
3	Serrurerie	TECHNICFER	8 895,00
4	Plomberie VMC Chauffage	CHARMILLON	13 660,00
5	Courant fort - Courant faible - SSI	SNEF	38 828,93
6	Peinture - Signalétique - Sols souples	JLC Peinture	23 912,30
7	Elévateur	EURL MIDILEV	18 858,27

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier 2017 – Chapitre 904 - Fonction 4221 - Nature 21318.

195

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11.04.2017
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 12.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Location et mise en place d'équipements de
distribution électrique et de groupes
électrogènes
Marché public n°7B0026**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que, dans le cadre de la onzième édition de la ZAT, la Ville doit louer et faire installer des équipements de distribution électrique et des groupes électrogènes ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande, comportant deux lots, pour une durée de 1 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les entreprises CQFD, 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier (lot 1) et EMS, 10 rue Olivier de Serres, 66600 Rivesaltes (lot 2) présentent les offres économiquement les plus avantageuses ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de location et mise en place d'équipements de distribution électrique (lot 1) à l'entreprise CQFD, pour un montant de 20 000 euros HT maximum ;
- D'attribuer le marché de location et mise en place de groupes électrogènes (lot 2) à l'entreprise EMS, pour un montant de 10 000 euros HT maximum ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.04.2017
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 07.04.2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Exploitation des progiciels de gestion
LOGITUD Municipol et Canis
Autorisation à signer
le Marché Négocié n° 6B0164**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/171 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'exploitation et la maintenance des logiciels Municipol et Canis utilisés par la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique ;
- Que la société LOGITUD SOLUTIONS sise ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schoelcher - 68200 Mulhouse est seule détentrice des droits sur ces logiciels ;
- Que la procédure choisie de marché négocié sans mise en concurrence et soumis aux dispositions de l'article 30-I-3° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics permettra la poursuite de l'exploitation des logiciels Municipol et Canis pour la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique ;
- Que pour continuer à réaliser ces prestations, il a été envoyé le 13 décembre 2017 un dossier de consultation immatriculé 6B0164 en lot unique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec un maximum annuel de 10 000,00 Euros H.T. passé à prix unitaires conformément à l'article 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

- Que ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour les trois périodes de reconduction.
- Qu'après négociations, le pouvoir adjudicateur, a décidé d'attribuer à la société LOGITUD SOLUTIONS l'accord-cadre à bons de commande portant sur l'exploitation et la maintenance des progiciels de gestion Municipol et Canis.

En conséquence, il est proposé :

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique : Chapitre 921.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché négocié n° 6B0164 avec la société LOGITUD, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12 . 04 . 2017
Madame l'Adjointe au Maire

Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS



Publiée le : 13 . 04 . 2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Aménagement des Archives municipales
Demandes de subvention auprès de l'Etat et
des collectivités territoriales
Abroge et remplace la décision n° 2016/0420**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° A-2017/009 du 17 mars 2017 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Qu'en 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, avenue de Castelnau, pour y installer et y regrouper les Archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile-Zola (Archives historiques) et l'ancienne mairie (Archives contemporaines) ;
- Que la capacité de l'équipement permettra d'accueillir en plus des Archives de la Ville celles d'autres structures qui en manifesteraient le souhait après soumission du principe et des conditions à l'approbation du Conseil municipal ;
- Que les Archives municipales de Montpellier conservent plus de 9 kilomètres linéaires de documents dont les plus anciens remontent au XII^e siècle, ce qui en fait un des fonds les plus riches de la région et que bien que constitué d'archives collectées auprès de l'administration communale, son intérêt dépasse le strict cadre montpelliérain ;
- Que Montpellier, siège de l'intendance et ville où se réunirent le plus souvent les Etats de la province – la *Comitia Occitaniae* –, fut en effet la capitale du Languedoc sous l'Ancien Régime et que les Archives de Montpellier « trésor » régional, sont un patrimoine commun aux habitants de la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée, qu'il est nécessaire de préserver et de conserver dans de bonnes conditions ;
- Que ce bâtiment accueillera en outre le Centre régional de la Résistance et de la Déportation (actuellement à Castelnau-le-Lez) pour pérenniser des collections constituées par l'association « Mémoire de la Résistance et de la Déportation » et créer un lieu de mémoire dans un quartier profondément marqué par les heures noires de l'Occupation (Gestapo et Milice) ;

201

- Qu'après modification du programme, approuvée par délibération n° 2017/13 du 26 janvier 2017, le coût global de l'opération d'aménagement s'élève désormais à 5 858 207 € HT (7 029 848 € TTC) ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour l'aménagement du bâtiment des Archives, compte tenu du coût global de l'opération corrigé ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26.01.2017
Madame l'Adjointe au Maire

Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 26.01.2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Extension du logiciel e-temptation et
acquisition du module HQ ressources
Marché n° 5C0014
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision n° 2015/0450 du 26 octobre 2015 relative à l'attribution du marché n° 5C0014 « Extension du logiciel e-temptation et acquisition du module HQ ressources » ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au marché 5C0014 ;
- Vu l'avenant n° 1 relatif au marché 5C0014 ;

Considérant :

- Qu'il convient de mettre en place un outil de planification et de gestion du temps des agents des écoles ;
- Que pour cela, un marché n° 5C0014 « Extension du logiciel e-temptation et acquisition du module HQ ressources » a été lancé ;
- Que par décision n° 2015/0450 du 26 octobre 2015, ce marché n° 5C0014 a été attribué à la SA HOROQUARTZ pour un montant maximum sur la durée totale du marché (48 mois) de 180 000 € H.T. ;
- Que le marché prévoyait un quota de licences de connexions simultanées limitées à 46 ;

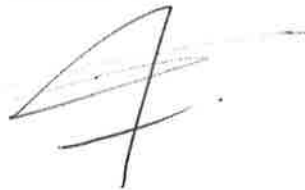
- Que ces licences sont utilisées par les utilisateurs du module HQ Time ainsi que ceux du module HQ ressources. La Direction de l'éducation comptabilise à ce jour 165 utilisateurs quotidiens ;
- Que dès lors le nombre de licences de connexions simultanées apparaît à ce jour insuffisant ;
- En conséquence, un avenant autorisant la modification du bordereau des prix unitaires en vue d'inclure deux lignes tarifaires l'une correspondant à l'achat d'un pack de 50 licences de connexions simultanées, et l'autre à l'achat d'un pack de 100 licences de connexions simultanées.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 5C0014 « Extension du logiciel e-temptation et acquisition du module HQ ressources »,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 26 . du . 2017
Madame l'Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA



Publiée le : 28 . du . 2017

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché à procédure adaptée de maintenance
des gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de
Montpellier n° 7B0017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de développer un marché d'appoint pour procéder à l'entretien des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande, pour une durée de un an, reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 50% pour la valeur technique, 50% pour le prix des prestations ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, Parc de la Lauze, 4 rue St Exupéry, BP207, 34434 St Jean de Védas Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- **Article 1 :** D'attribuer le marché de maintenance des gros utilitaires et poids-lourds de la Ville de Montpellier, référencé 7B0017, à l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, pour un montant maximum de 85000 euros HT, sur la durée totale du marché ;
- **Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, chapitre 920 ;

- **Article 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- **Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/05/2017
Monsieur le Premier Adjoint

Max BENVIA

Publiée le : 04/05/2017
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

